28 AVRIL 1946 — HEBDOMADAIRE

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS

N° 120 — Prix : 4 francs

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

Parti Communiste Internationaliste

Section française de la 4e Internationale

OUI pour un gouvernement P.C.F. P.S. C.G.T.

OUI pour chasser les Ministres du M.R.P.

par Jean MARCOUX

DIX millions de travailleurs ont voté, le 21 octobre 1945, pour les partis se réclamant de la classe ouvrière.

Malgré la victoire, les dirigeants des partis ouvriers se sont associés au gouvernement, d'abord avec de Gaulle et le M.R.P., ensuite avec le M.R.P. seul.

Sur la base de cette collaboration avec les agents des trusts, le parti communiste français et le parti socialiste ont impulsé une série de mesures destinées, comme on nous l'a dit, à « améliorer le niveau des masses laborieuses » et à opérer parallèlement « certaines réformes de structure ».

L'appel à la production à outrance et le blocage des salaires, comme la dévaluation du franc, ont été accompagnés de la nationalisation de certaines banques et industries. Le tout a été finalement couronné par une Constitution.

Les partis bourgeois ont applaudi des deux mains les appels à la production et le blocage des salaires, car ces mesures frappent de plein fouet les masses laborieuses et aident au replâtrage du régime capitaliste.

Les travailleurs ont supporté en silence ces mesures croyant que, par ailleurs, on allait réellement s'attaquer au patronat.

Les nationalisations ont provoqué les hauts cris de la plus grande partie de la bourgeoisie qui s'insurgea contre les immixtions de son propre Etat dans le secteur de l'économie privée.

Les dirigeants communistes français et socialistes n'ont pas exigé l'expropriation des deux cents familles ; ils n'ont pas fait appel aux masses populaires pour qu'elles exercent le contrôle sur la gestion et la production.

Ils ont, par contre, procédé au remboursement confortable des actionnaires et ils ont maintenu à la tête des entreprises nationalisées les directeurs et les administrateurs d'hier.

Finalement, le bilan de telles nationalisations se solda par une lourde contribution qui pèsera pendant longtemps sur les épaules des masses laborieuses et des gagne-petit.

L'action timorée et capitularde des partis ouvriers a entraîné une vague de désenchantement, notamment dans la petite bourgeoisie. La réaction crut le moment venu pour opérer la première cristallisation de ce mécontentement (départ de de Gaulle, constitution du P.R.L.).

Engagés dans le sillon de la collaboration, liés au gouvernement et à la Chambre par la charte du tripartisme, les dirigeants des partis ouvriers entreprirent ensuite l'élaboration de la Constitution. Le M.R.P. participa, jour après jour, à son établissement et la marqua de son empreinte. Les dirigeants des partis ouvriers abandonnèrent même leurs projets primitifs pour aboutir, de capitulation en capitulation, à un texte « tripartì ». Cependant, à la Chambre, le « tripartisme » cassa au moment du vote. Du P.R.L. au M.R.P., en passant par les radicaux, toute la réaction se coalisa contre la Constitution.

Non pas parce que la Constitution est « socialiste et communiste », non pas tant parce qu'elle assure « l'omnipotence de l'Assemblée » élue, ou qu'elle réduit le rôle du président de la République, mais parce que, comme lors du départ de de Gaulle, et plus encore qu'alors, la réaction estime le moment venu de sonner le rassemblement général contre les partis ouvriers. Elle se croit en force pour mobiliser les masses de la petite bourgeoisie désenchantée par l'expérience banqueroutière du tripartisme et de la collaboration gouvernementale ! C'est ainsi que nous sommes arrivés à cette situation paradoxale : d'une part, la réaction tout entière se mobilise ouvertement à la Chambre et dans le pays, alors qu'une partie de cette même réaction participe à la « coalition gouvernementale ». D'autre part, les dirigeants ouvriers livrent bataille à la réaction... sur la base de la défense d'une Constitution élaborée à l'enseigne du « tripartisme ».

Convaincus que les partis ouvriers se sont bien fourrés dans une impasse, les partis bourgeois veulent faire du referendum de cette Constitution une véritable épreuve de force entre eux et les partis communiste français et socialiste.

Quoique cette épreuve de force ait lieu au moment voulu par l'adversaire et qu'elle ait pour terrain une Constitution de capitulation, la classe ouvrière ne reste pas indifférente. De même que la bourgeoisie voit dans ce referendum un plébiscite contre les partis ouvriers, la classe ouvrière y voit un plébiscite en faveur des partis ouvriers.

L'abstentionnisme et le boycott, justifiés tant que la réaction ne s'était cristallisée face aux deux partis se réclamant de la classe ouvrière, n'ont plus de raison d'être aujourd'hui.

Le parti communiste internationaliste est naturellement dans ce combat avec les masses travailleuses.

Il répondra OUI *au referendum du 5 mai, non pas parce qu'il veut avaliser les capitulations successives des partis ouvriers, non pas parce qu'il est partisan de la Constitution, enfant bâtard du tripartisme, non pas parce qu'il accepte l'Union française et l'asservissement des peuples coloniaux, mais parce que ce qui est en jeu c'est le plébiscite des partis de la réaction ou celui des partis ouvriers.*

Le tripartisme qui s'est cassé à la Chambre se cassera le 5 mai devant le pays, même si cette cassure a lieu sur la base pourrie de la Constitution.

Il faut utiliser ce fait pour en faire l'arme de rupture de la coalition avec les agents de la bourgeoisie aussi bien au gouvernement que sur la question du programme.

LE « OUI » DU 5 MAI, C'EST LE « OUI » POUR LA RUPTURE DE LA COALITION ! C'EST LE « OUI » POUR LE GOUVERNEMENT COMMUNISTE-SOCIALISTE-C.G.T.

C'EST LE « OUI » POUR CHASSER LE M.R.P. !

C'EST LE « OUI » POUR DE VERITABLES NATIONALISATIONS, C'EST LE « OUI » CONTRE LE PATRONAT, POUR LA DEFENSE DES REVENDICATIONS OUVRIERES.

Redoublons d'efforts pour le million

LA loi électorale antidémocratique est enfin connue. *Les 20.000 francs de caution par candidat sont maintenus !!*

Avec un million le parti ne pourrait présenter que 50 candidats, c'est-à-dire 5 ou 6 listes. Cela signifie malgré tout la possibilité de diffuser des centaines de milliers de circulaires de propagande, de coller des milliers d'affiches, de faire des centaines de meetings. Grâce à ce million des centaines de milliers de prolétaires entendront la voix du parti communiste internationaliste.

Grâce à vos souscriptions, le parti révolutionnaire peut faire un grand pas en France.

Des dizaines, des centaines de sympathisants l'ont compris. Ils se sont privés, ils nous ont soutenus, ils nous ont envoyé des billets petits ou grands. Mais malgré cela notre campagne a encore un terrible retard. A la date du 20 avril, onze jours avant la clôture des listes, il nous manque plus de 600.000 francs !

Si chaque région, chaque rayon, chaque militant, chaque sympathisant ne met pas toutes ses forces pour le dernier coup de collier, notre campagne électorale est compromise. Que chacun comprenne la perte que représente chaque billet de mille francs qui nous manquera le 1er mai

Tout pour le million !!

Il n'y a pas une minute à perdre.

LISTES DE SOUSCRIPTION

(Compte arrêté le 20 avril)

R. B. 3.000.

Liste 1.058 (*Montrouge 1e versement*). — Mad, 25 ; Bruno, 25 ; Michèle, 25 ; Pierre, 25 ; René, 25 ; Andrée, 25 ; Jean-Claude, 2 ; Eugène, 30 ; Jacques, 25 ; Paul I, 20 ; Un groupe, 273.

Liste 1283. — Borel (vente Odéon), 20 ; Poiry (vente Buci), 30 ; Audrault, 10 ; X., 13 ; Fosto, 20 ; H., 100 ; Anazan, 207 ; Postier rouge (réu. de sympa), 500 ; X. (réunion de sympa), 100.

Paris Nord-Ouest, cellule 17/18. *Liste* 1284 (réu. de sympa). — R. D. Jabi, 100 ; D. H., 100 ; Sympa. du 18e, 20 ; Sympa. du 18e, 20 ; Maurice-Suzanne, 50 ; Lejeune, 50 ;

5e *Liste* 1427. — 700 ; Paul G., 100 ; Bob, 50 ; Kloetreicon, 100 ; X., 100 ; X., 750 ; X., 350.

Liste Martin. — Noe, 103 ; Kaminski, 20 ; Vera, 10 ; Bella, 100 ; Clara, 10 ; Elie R., 100 ; Henri, 1.

Liste Martine. — Adrien, 300 ; Raymond L., 100 ; Charles S., 50 ; Pierre F., 50.

Cellule 31. — Mallegol et 3 camarades d'un chantier S.N.C.F., 130 ; A. W. 400 ; C. L., 50 ; Arpin, 1.000 ; Gruchpence, 26.

Liste 0293 *Quimper.* — M. Métayer 300 ; J. Le Roux, 300 ; un camarade de Penmarc'h, 60 ; un sympathisant de la Marne, 70 ; Roche-la-Molière 100 ; un technicien des métaux, St Etienne, 50.

Liste 1063 (*Reims*). — Un déporté 500 ; N., 250 ; J. L., 200 ; Piron, 100 Durand S., 100.

Nantes. — Jangi, 50.

Boll, 10.000.

Cellule L'Arbresle-Saint-Bel, 1.800 : P. (L'Arbresle), 50 ; L. (Brussieu), 20 R. (Givors), 50.

Cellule Châlons, 500 ; Chazal, 250 ; Pellegrin, 100 ;

Total : 24.306.

Total précédent : 338.467,20.

Total au 20 avril : 362.227,320.

Produire pour les Capitalistes ? Non

Faire triompher nos revendications !

PREMIER MAI de combat CONTRE LA RÉACTION



★ **Pour l'échelle mobile des salaires ;**

★ **Pour le contrôle ouvrier sur la production.**

★ **Pour un plan de ravitaillement sous contrôle populaire ;**

★ **Pour le Gouvernement P.C.F. P.S. C.G.T.**

VINGT mois après la « Libération », la situation économique des travailleurs ne marque aucune amélioration par rapport à la situation si terrible que nous avons connue sous l'occupation.

Alors que les prix continuent leur course effrénée, alors que la monnaie se déprécie de jour en jour, les salaires restent bloqués à un niveau désespérément bas. Les scandales du ravitaillement sont la preuve criante de l'incapacité du régime bourgeois d'assurer le pain quotidien aux esclaves du Capital.

Alors qu'on attendait des partis se réclamant de la classe ouvrière l'expropriation des deux cents familles, la main au collet des margoulins du marché noir, l'arrestation et le jugement des affameurs, on assiste à la réhabilitation des Vichyssois et au spectacle des trafiquants de toutes sortes étalant leur luxe au milieu de la misère générale.

La C. G. T. appelle les travailleurs, en cette traditionnelle journée de lutte pour les revendications ouvrières, à manifester avec enthousiasme derrière les mots d'ordre... : « Produire d'abord ! »

Retroussez vos manches et serrez-vous la ceinture — tels sont les slogans des Frachon et des Jouhaux qui veulent faire œuvrer la classe ouvrière au replâtrage du régime capitaliste. Ce souci est si fort qu'ils réclament même la récupération de cette journée de lutte !

A la place du déblocage des salaires et de l'échelle mobile, les dirigeants réformistes et staliniens réinstaurent le travail aux pièces, honni depuis toujours par le mouvement ouvrier.

Produisez davantage et vous aurez de plus gros salaires, disent les vieux et les nouveaux apôtres du réformisme réconciliés à la tâche de la remise sur de nouvelles béquilles du capitalisme français.

Ils promettent en échange à la classe ouvrière de nouvelles nationalisations qui, comme celles d'hier, laisseront debout les bastilles du grand capital...

***

Le parti communiste internationaliste appelle par contre les travailleurs à faire de ce premier mai 1946 un premier mai de lutte revendicative pour la défense opiniâtre du pouvoir d'achat des masses, ce qui signifie :

Un salaire minimum vital, garanti par l'échelle mobile des salaires ;

La stabilisation des prix par le contrôle ouvrier sur les livres de compte, et la suppression du secret commercial ;

La lutte contre le chômage et les licenciements ;

L'organisation de la production et de la répartition sous contrôle ouvrier, ce qui impose une lutte acharnée contre le capitalisme pour un plan ouvrier de production élaboré par la C. G. T. et appliqué sous contrôle ouvrier.

Des véritables nationalisations, sans indemnité ni rachat, effectuées sous contrôle ouvrier.

Le parti communiste internationaliste appelle les travailleurs à faire de ce premier mai une grande journée de combat contre la réaction :

Pour la rupture de la coalition gouvernementale avec les agents des trusts, le M. R. P. !

Pour un gouvernement P.C.F., P.S., C. G. T. !

Tous les travailleurs participeront en masse aux manifestations du 1er mai

A L'EPOQUE OU LA BOURGEOISIE CRAIGNAIT LES 1ers MAI



Premier mai 1920 — La classe ouvrière revendique la journée de 8 heures, et la revalorisation des salaires.

La C. G. T. s'oppose à la participation du P. C. I. à la manifestation du 1er Mai

Le secrétariat parisien de notre parti s'est adressé à la Commission d'organisation de la manifestation du 1er mai et lui a signifié sa volonté de prendre part à la manifestation.

Lunet, de l'Union départementale des syndicats de la région parisienne, nous a notifié le refus de la Commission. A la suite de quoi, le parti a adressé à la Commission la lettre suivante :

Camarades,

Nous vous avons apporté samedi 19 avril la demande de participation du parti à la manifestation ouvrière du 1er mai. Le camarade Lunet, membre de la Commission d'organisation de l'Union départementale des syndicats de la région parisienne, s'était engagé à nous faire parvenir la réponse écrite de la Commission le mardi 22 avril.

Cette réponse ne nous étant pas parvenue, nous avons dû à nouveau rencontrer le camarade Lunet le 23, qui nous informa du rejet de notre demande. L'explication qui nous en fut donnée était que notre parti n'est pas une organisation « républicaine et démocratique ».

Cette explication ne peut nous satisfaire, car le 1er mai, journée internationale de lutte revendicative de la classe ouvrière est la journée de toutes les tendances de la classe ouvrière qu'elles se déclarent d'accord ou non avec la République bourgeoise.

En conséquence, nous attendons de vous une réponse écrite et précise sur les raisons qui ont motivé votre position.

Salut communiste internationaliste.

Le Secrétaire régional parisien.

Le procédé employé par les dirigeants de la C.G.T. qui refusent délibérément la participation de notre parti à la manifestation ouvrière du 1er mai est un véritable scandale qui ne peut laisser indifférent aucun travailleur conscient.

En agissant ainsi, les dirigeants réformistes et staliniens de la C. G. T. ont voulu empêcher que, dans le concert imposé de banderoles aux slogans « produire d'abord » et « retroussons nos manches », se trouvent les pancartes de notre parti portant les revendications légitimes des travailleurs.

En agissant ainsi, les réformistes et les staliniens ont voulu chasser les trotskystes, c'est-à-dire les révolutionnaires prolétariens, des rangs d'une manifestation ouvrière.

Nous invitons tous les militants ouvriers et notamment les camarades socialistes qui ont soutenu notre parti dans la campagne de légalisation de la « Vérité », à ne pas s'arrêter à mi-chemin et à lutter avec nous pour l'instauration de rapports de démocratie ouvrière correcte dans les rangs des organisations prolétariennes. Chaque militant socialiste, chaque militant communiste, chaque militant syndicaliste, chaque journal ouvrier a le devoir de protester contre l'attitude prise par les dirigeants syndicaux à l'égard d'une organisation révolutionnaire.

Faites voter des motions de protestation et des pétitions et adressez-les à l'Union départementale des syndicats.

Pour éviter tout incident, le secrétariat régional parisien du P.C.I. invite ses militants et sympathisants à manifester le 1er mai derrière les drapeaux de leurs syndicats et de leurs sections.

Le nouveau Tripartisme



Pointes Rouges

Le Huron sur le sentier de la Préfecture.

Les inspecteurs de police ont droit à toute une série de petits suppléments avec leur carte d'alimentation T2.

Or, ces inspecteurs ont quelques difficultés pour toucher ces suppléments. Bon dieu ! s'ils ne mangent pas ! ils vont perdre des forces, alors, comment feront-ils pour arrêter les militants ouvriers qui se trouvent encore en liberté ? Ils font pourtant leur possible, on l'a vu avec l'affaire Hénaff. Heureusement mon collègue de Franc-Tireur, le Huron, est intervenu en faveur de ces pauvres inspecteurs qui vont enfin pouvoir toucher leurs suppléments.

Parions que cette énergique intervention ira droit au cœur de tous les sinistrés de France.

Les Croix de feu préparent la campagne électorale.

Pendant que la police arrête les anciens résistants et les manifestants ouvriers, M. Ybarnégaray, ancien chef Croix de feu et ex-ministre de Vichy, tient des conférences très suivies par tout le gratin des douairières et des camelots du roi.

A Saint-Jean-Pied-de-Port, il vient d'annoncer qu'il a l'intention de se présenter aux élections législatives du 2 juin.

Après tout, pourquoi cette vieille canaille se gênerait-elle ?... Quand des centaines de F.T.P. peuplent les prisons de France, n'est-il pas normal que les ministres de Vichy se retrouvent à l'Assemblée...

C'est dans l'ordre des choses. Et c'est contre cet « ordre » là que nous luttons.



On brûle des vêtements au pays des sans-culottes

Il y a quelques jours les Américains quittant l'aérodrome de Nice, firent sauter deux forteresses volantes et un avion de reconnaissance... Mais ce n'est pas tout.

Ils creusèrent des tranchées, entassèrent des quantités de vêtements préalablement arrosés d'essence, puis y mirent le feu.

Des ouvriers qui tentaient de prendre quelques effets en furent empêchés par les sentinelles.

Pendant ce temps Blum est aux Etats-Unis pour quémander quelques crédits. Le tout donne un tableau assez saisissant de l'anarchie capitaliste.

Crevez en silence, s.v.p.

A Nice comme ailleurs il y a les gens qui s'empiffrent et ceux qui crèvent de faim. Les ménagères de cette ville ont manifesté contre l'insuffisance du ravitaillement. Aussitôt, le député Virgile Barel a écrit dans l'Aurore un petit laïus pour expliquer que l'action directe était bonne sous Vichy, mais plus maintenant. Il faut laisser le gouvernement travailler dans le calme... et tout et tout...

Pourquoi est-ce que l'action directe n'est plus bonne maintenant ? Parce qu'il faut laisser faire Virgile. Mais que fait Virgile contre les organismes vichyssois du ravitaillement ? Rien... Il ne peut rien sans s'attaquer à tout le régime pourri. Or, Virgile ne veut pas de chambard et c'est pourquoi il dit : « Pas d'action directe ». Les ménagères ne l'ont pas écouté et elles ont eu raison.

Aussi l'administration qui se fichait complètement des discours de Virgile a eu un peu peur de la manifestation et certains produits ont été débloqués.

Les grandes manœuvres du Vatican.

Je me souviens encore de ce meeting de protestation contre les brutalités des membres de l'armée Leclerc. Il n'y a pas si longtemps qu'il s'est tenu à la Mutualité.

Je revois ce député S. F.I.O. déclarant : « Si l'on fait un gouvernement avec le M.R.P., c'est afin d'avoir une grosse majorité pour appliquer un programme social. »

Près de moi, quelqu'un grommela : « Es-tu une canaille ou un idiot ? As-tu oublié que le rôle de tels partis c'est de mettre des bâtons dans les roues ? »

Je pense à tout cela parce que aujourd'hui, pour faire une constitution, les partis ouvriers ont encore demandé les lumières des Jésuites.

Le P.C.F. déclare qu'il voulait, entre autres choses :

L'élection des juges ;

La suppression des préfets ;

La diminution de la durée du mandat parlementaire, etc...

Tous ces points ont été abandonnés sous la pression du M. R. P.

Bref, le résultat, c'est une constitution bien bourgeoise. Mais le plus beau de l'histoire, c'est que le M.R.P. se retire et vote « non ». Ainsi, il gagne sur les deux tableaux car, même avec la victoire du « oui » il a mis son grain de sel dans la Constitution.

Pas bête, la tactique des Jésuites. Et qui donc est possédé ?

Mais il semble qu'il y a des gens qui prennent un plaisir tout à fait particulier à se laisser posséder... On le croirait du moins... car en toutes circonstances ils poussent des cris de triomphe.

TRIBUNE LIBRE

Nous ouvrons, à partir de ce numéro, une tribune de libre discussion à laquelle pourront écrire non seulement les camarades du parti, mais aussi tous les militants révolutionnaires. Pour être insérés, les articles ne doivent pas dépasser la longueur de 4.000 caractères et doivent être signés. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

La Rédaction se réserve le droit de publier sa réponse en même temps ou dans les numéros suivants. *LA VERITE.*

SUR LE PROBLEME DU REFERENDUM

Des convoitises s'allument au charbon de la Ruhr

par M. SEVERIN

Les Français déclarent : l'industrie sidérurgique de la Ruhr a reçu en février 340.000 tonnes contre 320.000 à notre industrie.

Faux, répliquent les Anglais, la Ruhr n'en a eu que 152.500, et si elle ne produit pas d'acier, l'extraction de la houille baissera.

Les Allemands ont disposé en février de 102 kgs de charbon par personne, et nous, de 90, assure la thèse française.

Faux, répondent les Anglais ; vous en avez eu 121, les Allemands 86 dont zéro pour les usages domestiques.

Les Allemands profitent seuls des progrès de la production.

Faux, la France a reçu, de décembre à février, 115, 147 et 112 % de son contingent.

En Sarre, insistent les Français, nous avons fait augmenter la production minière de 400 %, ce qui prouve que nous sommes très forts.

Vous n'êtes pas les plus forts, répondent les Anglais, car non seulement vous recevez 92 % du charbon de la Sarre, mais encore vous vous êtes trompés dans vos additions : avec 56 % de main-d'œuvre en plus, vous avez atteint 246 % de la production de juillet 1945. Nous, dans la Ruhr, nous avons obtenu 270 % avec seulement 48 % de mineurs en plus.

Battu en arithmétique, Marcel Paul a essayé la politique. Dénazifiez. Employez des techniciens français. Limitez le ravitaillement de l'Allemagne aux mineurs.

Autrement dit : faites ce que nos naphtalinards et nos préfets de Vichy ne font pas dans notre zone. Placez nos jaunes, nos adjudants retraités et nos chômeurs intellectuels. Instituez des primes alimentaires au rendement.

Marcel Paul en est encore, en politique, à la vengeance contre un « peuple criminel ».

Les capitalistes anglais (business) ne sont pas moins réactionnaires que lui. Pour les uns comme pour les autres, il s'agit de piller l'Allemagne, de réduire les mineurs allemands à la portion congrue en les faisant produire au maximum. Les travailleurs allemands n'ont rien à gagner à être sous leur contrôle ; les capitalistes anglais sont seulement plus habiles, parce que plus forts. Ils tiennent le morceau, ils ne le lâcheront que si le prolétariat allemand nationalise lui-même les mines convoitées. Mais alors ça ne profitera pas non plus à nos bons actionnaires français, dont Marcel Paul défend les intérêts.

Et puis, entre nous, il a bonne « mine », après cela, Marcel Paul de nous claironner que « nous avons gagné la bataille du charbon ». Si elle est tellement gagnée cette bataille, qu'avons-nous à f... du charbon de la Ruhr ?

Une minorité du Comité central s'est prononcée pour le maintien de la position du boycott.

Par 12 voix contre 9 la résolution suivante a été repoussée :

Résolution Pierre Frank

1° Le P. C. I. dénonce la constitution bourgeoise et utilise la campagne pour développer sa position en faveur d'une constitution soviétique ;

2° La rupture du tripartisme au Parlement n'a pas, jusqu'à présent, abouti à une rupture gouvernementale. Les trois partis sont orientés vers le maintien de la coalition, car le capitalisme ne peut pas encore gouverner sans les partis ouvriers, et ceux-ci ne veulent pas avoir à porter seuls la responsabilité gouvernementale.

En conséquence, le P. C. I. doit pousser au développement de la crise en mettant en avant les mots d'ordre :

A la porte, les ministres du M. R. P. !

Gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. !

3° Le P.C.I. dénonce le bilan de la politique tripartite des partis ouvriers dont la constitution est le couronnement.

Le P.C.I. appelle les ouvriers à forcer leurs organisations à la rupture, à engager une offensive pour le triomphe de leurs revendications et à manifester dans le referendum, en marquant leur bulletin du mot d'ordre « Gouvernement ouvrier et paysan », et, aux élections du 2 juin, en faisant triompher une majorité ouvrière.

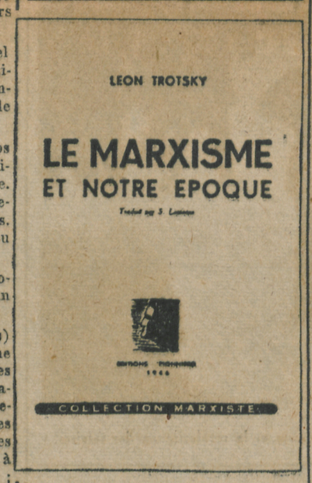
Favre Bleibtreu. Frank.
Marin. Monet.
Privas. Maurin.
Dunal. Raoult.
Laurent.

AVIS

Tous les camarades qui connaissent des locaux à louer sont priés d'en aviser rapidement le secrétariat du parti.

LA LIBRAIRIE

Du travail et du pain pour tous. Programme d'action du P.C.I.	10 fr.
La Lutte des trotskystes sous la terreur nazie ..	20 fr.
LENINE. La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer..	20 fr.
Par 10.....	18 fr.
TROTSKY. Qu'est-ce que le national-socialisme ?..	6 fr.
Par 20.....	100 fr.
TROTSKY. Le Marxisme et notre époque.....	30 fr.
Par 10.....	250 fr.



Passez d'urgence vos commandes à l'Administration

GRAND MEETING

Le Parti Communiste Internationaliste présentera son programme et ses candidats aux élections du 2 juin

LE JEUDI 16 MAI A LA MUTUALITÉ

La 4e Internationale vit et lutte...

LA CONFÉRENCE MONDIALE DE LA IVe INTERNATIONALE



Les publications des diverses sections de la IVe Internationale

Nous avons publié, la semaine dernière, une assez courte note annonçant qu'une conférence mondiale de la IVe Internationale s'était tenue à Bruxelles au début d'avril, avec la participation de sections appartenant à plusieurs continents.

Tenue quelques mois seulement après la fin de la guerre impérialiste, alors que les relations internationales sont encore soumises à des difficultés très grandes, que nombre de nos sections sont encore dans l'illégalité, qu'une conférence préparatoire organisée en mars dernier par notre parti avait été arrêtée par la police française dans des conditions que nous avons relatées à l'époque, cette conférence mondiale atteste la vitalité de la IVe Internationale et en souligne l'importance historique.

Dans les principaux pays d'Europe, des socialistes et des staliniste siègent dans les gouvernements capitalistes. Des ministres socialistes, des ministres staliniste de pays différents peuvent se rencontrer, non au titre de militants de partis ouvriers cherchant à coordonner et unifier les luttes internationales des travailleurs, mais au titre de représentants d'Etats capitalistes négociant pour le bénéfice des intérêts de leurs maîtres. Ils disposent d'argent, de passeports, d'avions spéciaux, de visas, etc. Mais ils sont complètement dépourvus de l'internationalisme prolétarien le plus élémentaire.

Les socialistes s'envolent bien quelques délégués fraternels à leur congrès ; mais l'exemple le plus frappant est celui du professeur Laski, président du Labour Party, qui fait figure de gauche dans son parti et qui va soutenir la politique de Bevin à l'étranger.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'une des raisons données pour la dissolution du Comintern était la difficulté des relations internationales en temps de guerre, cela par des partis dont les directions sont au service d'un des plus puissants appareils d'Etat dans le monde. Il est aussi utile de signaler que le social-chauvinisme qui dévore les partis staliniens commence à en opposer, du moins publiquement, certains contre d'autres. Par exemple, Italie et Yougoslavie, France et Allemagne.

La guerre n'a pas épargné les organisations centristes, tel ce Bureau de Londres, dont toute l'activité consistait en quelques relations épistolaires entre formations qui poursuivaient indépendamment les unes des autres une activité limitée à un horizon national.

Seule la IVe Internationale a affronté et traversé la tourmente impérialiste avec cohésion. La guerre avait certes entraîné d'immenses difficultés dans les relations internationales. Des sections avaient été matériellement isolées, en dépit d'efforts multiples pour renouer les liens. Mais la profonde unité idéologique, la force interne d'un programme précisément élaboré en perspectives de gigantesques événements mondiaux, le sûr guide du marxisme, ont assuré une large communauté de vues et d'action à nos sections dans les différents pays. Une Conférence d'alarme *en 1940 maintint la continuité du travail dans les pays démocratiques. Une* Conférence européenne *tenue sous le régime de la Gestapo renoua les relations dans les pays occupés par l'armée allemande. De part et d'autre la continuité de pensée se manifestait dans des textes dont le fond était commun. Pendant la guerre et tout de suite après, de nouvelles sections de la IVe Internationale se formaient. La conférence tenue récemment à Bruxelles pouvait, aisément, renouer les derniers fils, adopter une orientation commune et définir les formes d'activité pour l'avenir.*

Les principaux documents adoptés par cette conférence seront bientôt publiés et nous en donnerons des extraits dans La Vérité.

La conférence de la IVe Internationale a pu enregistrer également qu'en dépit des répressions, des calomnies, des sacrifices nombreux, le parti mondial de la révolution socialiste se développe sans cesse : aussi bien en Amérique du Sud (Chili, Brésil) qu'en Extrême-Orient (Indes, Indonésie) que dans les pays où le Guépéou exerce sa terreur (Bulgarie). Tout récemment enfin, nous apprenions qu'en Allemagne même, le programme de Marx et d'Engels, de Lénine et de Trotsky, pénétrait et gagnait des militants qui, pendant les années de la terreur fasciste, n'ont jamais désespéré de la cause du prolétariat mondial.

La IVe Internationale, dont beaucoup ricanaient en raison de ses forces numériques faibles, constitue le seul instrument du prolétariat mondial pour se libérer et libérer l'humanité tout entière. Sa conférence mondiale constitue une importante étape dans son développement pour devenir le centre de ralliement des masses que la crise du capitalisme et la guerre impérialiste poussent dans la voie de la lutte révolutionnaire.

Pierre FRANK.

EN BELGIQUE

La police perquisitionne chez nos camarades belges

Les journaux nous ont appris — avec quelle discrétion ! — que M. de Foy, le chef de la Sûreté belge qui avait signé en 1939 un accord avec la Gestapo pour la « lutte contre le communisme », était nommé juge au tribunal international de Tanger. C'est ainsi que sous le règne de Van Acker, Terfve et consorts, on punit les complices des nazis !

Mais si M. de Foy est en vacances, ses subalternes continuent le travail qu'il avait si bien commencé en accord avec la Gestapo. Ainsi, pendant que les gros collaborateurs restent en liberté ou s'évadent des prisons sans laisser de traces, pendant que lettres et colis parviennent à leurs confrères moins heureux, la police judiciaire vient de se livrer à toute une série de perquisitions chez ceux-là mêmes qui furent à l'avant-plan de la lutte directe contre l'hitlérisme.

Dans leurs efforts pour découvrir les « arsenaux » de notre parti, ces messieurs visitèrent de fond en comble garde-robes, tiroirs de cuisine ou de bureau, bac à cendres, etc. S'ils s'étaient bornés à cela, ils n'auraient fait qu'exercer leur triste métier. Mais certains d'entre eux se signalèrent par un zèle et un cynisme qui méritent d'être stigmatisés. L'un d'entre eux, un nommé Dehoux, raconta entre autres exploits, qu'il avait déjà perquisitionné avant la guerre chez notre camarade Lesoil, qui fut arrêté, comme on sait, par la Gestapo le 22 juin 1941, suite aux dénonciations de la police belge, et mourut au camp de Neuengamme. Ce triste individu se glorifiait donc d'avoir commencé le travail que la Gestapo devait mener à bonne fin un peu plus tard.

EN BULGARIE

Le Guépéou pourchasse les militants du P.C.I. bulgare

Une lettre de Bulgarie, datée de février, nous apporte des nouvelles d'un mouvement trotskyste dans ce pays. Les révolutionnaires bulgares, organisés dans le Parti Communiste Internationaliste, se placent entièrement sur la base du programme de la IVe Internationale. Ce parti est contraint de vivre illégalement et, jusqu'à présent, il n'a pas pu faire paraître un organe légal.

Plusieurs membres dirigeants du Parti Communiste Internationaliste bulgare ont été arrêtés et emprisonnés. *Ils ont été menacés de la peine de mort.*

Le gouvernement du « Front de la Patrie », dirigé par l'ex-fasciste Georgieff, soutenu par les staliniens, s'est livré à des persécutions violentes contre les trotskystes bulgares. Cependant que les organisations fascistes sont autorisées à vivre ouvertement et légalement !

Le Parti Communiste Internationaliste bulgare a un passé de lutte active contre le fascisme et l'oppression nazie. Tandis que les trotskystes bulgares menaient la lutte contre les nazis, les staliniens accueillaient la Wehrmacht par des démonstrations de bienvenue, à l'époque où le pacte Hitler-Staline était toujours en vigueur.

Les trotskystes bulgares font appel à la classe ouvrière mondiale pour protester contre les persécutions dont ils sont victimes et pour exiger la légalisation de leur parti.

EN HOLLANDE

L'opposition de gauche du P.C. Hollandais s'élève contre l'arrestation de Tan Malakka

Tan Malakka, le militant communiste indonésien, qui avait été exclu du Parti Communiste de ce pays pour opposition de gauche en 1927, est réapparu dans la lutte qui dresse le peuple indonésien contre l'impérialisme. Le journal anglais *Observer* a parlé de lui à plusieurs reprises comme d'un dirigeant extrémiste ». Aujourd'hui, c'est le correspondant en Indonésie du journal hollandais *Het Parool* qui parle de lui comme d'un « trotskyste ». Le même correspondant déclare que Tan Malakka serait réapparu avec sa propre armée et il ajoute que le mouvement trotskyste dont il est le chef serait dès à présent « plus fort que le mouvement communiste officiel ».

Une dépêche récente nous apprend que Tan Malakka a été arrêté par le gouvernement indonésien le 15 mars.

Cette arrestation, en même temps que celle d'autres dirigeants « extrémistes », a provoqué une protestation de la part de l'opposition du Parti Communiste hollandais qui a adressé le télégramme suivant au gouvernement indonésien :

« L'Opposition dans le C. P. N. (Waarheid) proteste avec force contre l'arrestation de Tan Malakka Yoesoef et d'autres révolutionnaires indonésiens. Nous demandons leur mise en liberté immédiate. L'Opposition dans le C.P. N. soutient, contrairement à la direction officielle, le point de vue de l'indépendance absolue de l'Indonésie.

» *Pour l'Opposition des Pays-Bas,*

» Maurice FERAREZ. »

Autorisation pour « Lucha de Clases »

L'organe en France de nos camarades espagnols n'est pas encore autorisé.

Il y a déjà quelques semaines, le ministre de l'Information autorisait la publication de la presse de l'émigration espagnole en France. Une première série de journaux socialistes, républicains, anarcho-syndicalistes et staliniens, autonomistes-catalans obtenaient ensemble la légalisation.

Dès la parution de ces dispositions du ministère de l'Information, nos camarades en France de la section espagnole de la IVe Internationale, ont déposé un dossier pour l'autorisation de leur organe *Lucha de Clases*.

Aucune réponse n'a encore été donnée par le ministère de l'Information à cette demande. Tandis que les autres tendances de l'émigration espagnole ont la possibilité de faire entendre leur voix, *Lucha de Clases* continue à ne pas être autorisé.

Veut-on établir une différenciation intolérable entre les tendances de l'émigration espagnole en France ? Espérons que non.



On nous écrit...

Je suis de cœur avec vous

De notre courrier de la semaine, nous avons extrait la lettre suivante que nous sommes heureux de publier intégralement :

Paris, 19 avril.

Camarades,

Je suis lecteur assidu de la Vérité et j'ai entre les mains le numéro 119 du vendredi 19 avril. C'est avec joie que j'ai demandé au kiosque votre sympathique journal.

Je suis communiste inscrit au P.C.F., mais je suis militant révolutionnaire et internationaliste. Je lutte pour la cause du prolétariat et je suis de cœur avec vous. Les prolétaires n'ont qu'une ambition, c'est d'instaurer le régime de la collectivité dans tous les pays.

Je connais votre passé et je suis dans les grandes lignes d'accord avec vous. Je voudrais que les dirigeants du P. C. F. comprennent enfin quelle est la route à suivre pour conduire le prolétariat à la victoire.

Ci-joint un mandat de 100 francs pour un abonnement de six mois à la Vérité et un versement de 50 fr. pour la souscription du premier million avant le 1er mai.

Camarades, en attendant les résultats des élections du 2 juin qui, comme nous l'espérons, conduiront à la Chambre des vrais représentants du peuple, je vous présente mes salutations communistes.

Vive la révolution prolétarienne!
Vive le P.C.I. !
Vive l'union des prolétaires !

Camarade P. R. (Paris-8e).

Encore des brimades contre les vietnamiens

La semaine dernière, nous avons publié le texte du télégramme de protestation que des compagnies de tirailleurs indochinois nous ont demandé de publier.

Aujourd'hui nous parvient l'écho de nouvelles brimades dont sont victimes les vietnamiens en Algérie.

Copie du télégramme adressé par les éléments vietnamiens, à Tinès (Algérie), à MM. les ministres des Armées et de France d'outre-mer :

Protestent énergiquement contre sanctions arbitraires envers vietnamiens cantonnés aux forts Bossuet, Sidi-Ferruch, Fort national en particulier Bossuet, où climat très malsain. Stop. Réclamons intervention immédiate autorités supérieures. Stop. Veuillez agréer considérations distinguées.

⁂

Lecteur de La Vérité, *envoie-nous tes suggestions, tes critiques, et surtout l'ECHO DE LA LUTTE DANS TON USINE CONTRE LE PATRONAT.*

LA VIE DU PARTI

Note de la Rédaction. — La Rédaction de *La Vérité* demande aux régions et rayons du parti d'accélérer la désignation des correspondants à *La Vérité* et des inspecteurs de vente. Les rapports d'activité, compte rendus d'activités et ordre du jour des réunions doivent nous parvenir au plus tard mardi midi.

PARIS

Rayon Est. — Une cellule du 19e du P.C.F. a rejeté dans sa majorité les propositions que venaient leur faire des responsables. Ces responsables demandaient à la cellule d'empêcher la vente de *La Vérité, par tous les moyens*, dans le secteur de Belleville.

Bravo, camarades, les méthodes de gangsters déshonorent le mouvement ouvrier. Nous sommes prêts (et nous l'avons prouvé, lors de la réunion fasciste de la salle des Prévoyants), à lutter ensemble contre le regroupement de la réaction. Il faut être vigilant sur ce plan et resserrer nos contacts afin de mieux écraser dans l'œuf toute reconstitution du mouvement fasciste. Mais la démocratie la plus large doit régner au sein de la classe ouvrière.

BERNARD.

Assemblée générale du Rayon. — Jeudi, lieu et heure habituels. Ordre du jour : 1° Les élections ; 2° Discussion sur le mot d'ordre P.S.-P.C.-C.G.T.

Rayon Nord. — Jeudi 11 avril, réunion de sympathisants. Un exposé sur la politique des marxistes révolutionnaires devant les problèmes actuels, est suivi d'une discussion amicale. Les assistants souscrivent pour le million.

Cellule Clignancourt. — Le vendredi 12 avril, la cellule en commun avec la section Nord de la J.C.I. a organisé une réunion publique dans le quartier, à laquelle assistèrent une cinquantaine de personnes. Réunion de la cellule à 20 h. 30, lieu habituel.

Cellule Montreuil. — Compte rendu de la vente du 21 avril 1946.

Comme d'habitude, une bonne vente a eu lieu à Montreuil. Malgré l'opposition de certains énergumènes attaquant nos vendeurs et ayant pour tâche d'empêcher la diffusion de notre organe. La population désavoue ces méthodes rappelant fâcheusement celles employées par les fascistes et de bonnes discussions s'engagent avec les travailleurs du quartier. Une ménagère nous explique pourquoi elle n'est pas pour le travail au rendement :

« Si nous voulons vivre, dit-elle, ce n'est pas en travaillant plus pour augmenter quelque peu nos salaires de famine, mais en luttant pour la hausse de nos salaires sur la base de notre travail actuel. » Nous lui expliquons alors pourquoi il faut appliquer l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, unique moyen de lutter contre la hausse du coût de la vie.

Cellule 31. — Après une large discussion, au cours de sa dernière réunion, a décidé :

1° Une discussion approfondie sur *La Vérité*, tenant lieu de discussion politique toutes les 3 semaines ;

2° Le procès-verbal en sera envoyé au comité de rédaction ;

3° Les camarades doivent apporter le compte rendu de leurs réunions syndicales, jeunes, etc... ;

4° Nomination d'un « correspondant à *La Vérité* » (responsable à l'information) qui suivra avec attention les discussions sur *La Vérité*, qui collecte les rapports apportés par les camarades, les condense, les met au net et les envoie à la rédaction... Fait des rapports pour *La Vérité*, en liaison avec le responsable agit-prop sur les activités de la cellule : vente de *La Vérité*, réunions de sympathisants, etc.

Comité régional parisien. — Lieu et heure habituels, lundi. Ordre du jour : 1° Notre participation à la manifestation du 1er mai ; 2° Compte rendu de la session extraordinaire du Comité central.

PROVINCE

Région Nord. — Nous nous préparons à mener la campagne électorale dans notre région, où les travailleurs, et en particulier, les mineurs cherchent un parti qui prendrait la défense de leurs revendications.

Région de Nantes. — Le 18 avril, le rayon de Nantes du P.C.I. organisait une réunion publique dans le quartier ouvrier de Chantenay. C'est devant une salle comble que notre camarade Tuandeu, secrétaire régional, membre du C.C., développa la politique de notre parti. Les applaudissements nourris de l'assistance montrèrent l'approbation croissante que rencontre la politique du P.C.I. parmi les travailleurs de Chantenay.

Au nom de son parti, un militant du P.C.F. vint apporter la contradiction. Puis un camarade socialiste rendit hommage à la franchise du camarade Tuandeu, qui abordait de front tous les problèmes intéressant la classe ouvrière.

Réunions publiques et contradictoires (Région de Nantes) :

Lundi 29 avril : La Montagne, café de la Paix, à 18 heures.

Mardi 30 avril : Basse Indre, café de la Terrasse, à 20 h. 30.

Jeudi 2 mai : La Chalossière, café-Petillot, à 20 h. 30.

PERMANENCES

Lyon. — Café, 4, rue de Marseille, tous les samedis après-midi, de 14 heures à 19 heures.

Région parisienne, au siège du P. C.I., 19, rue Daguerre (14i) ; chaque jour, de 17 à 19 h. 30, et le samedi, de 15 à 19 h. 30.

Grenoble. — Café Mayousse, place Bir-Hakeim (ex-place Malakoff), samedi, de 17 à 19 heures.

Marseille. — Bar-dégustation Noailles, angle gare de l'Est. Vieille Bourse du Travail, mercredi et samedi, de 17 à 20 heures.

Clermont-Ferrand, place Gaillard, Café National, tous les samedis, de 16 à 19 heures. Adresser toute la correspondance à cette adresse.

Saint-Etienne. — Place du Peuple, café Bessot, tous les samedis de 17 à 19 heures.

Nantes. — Café des Amis des Sports, place de la Duchesse-Anne, tous les samedis, de 15 à 19 heures.

Lille. — Café-Hôtel des Buisses, 35, rue des Buisses, tous les dimanches, de 9 à 12 heures.

Grenoble. — Café Mayoresse, place Bir-Hakeim (ex-place Malakoff), samedi, de 17 à 19 h.

Bordeaux. — 34, cours Aristide-Briand. Bar de la Bourse, samedi après-midi et dimanche matin.



Discussion animée au cours d'une vente

Critique de "La Vérité"

Nous recevons d'un camarade de Houilles les suggestions suivantes, particulièrement intéressantes.

« LA VERITE » doit être un aliment politique pour nos camarades en même temps qu'un journal d'information ouvrière, le militant doit y trouver les réponses à toutes les questions d'actualité dont on parle dans les usines; actuellement par exemple, voilà les questions à traiter :

Alimentation : pas de matières grasses depuis le début du mois; les pommes de terre (dénoncer les méthodes actuelles, les exposer, montrer où mène la spéculation, le manque de planification, opposer un plan de ramassage et de répartition sous contrôle syndical.

Le charbon de la Ruhr : Politique de Marcel Paul en opposition à celle du parti communiste allemand.

Chronique cinéma : Oui (courte et politique).

Chronique théâtre : Non (ou exceptionelle).

Feuilleton théorique des meilleures pages classiques se rapportant à l'actualité.

Revue des Revues : P.C.F.-P.S. Revue internationale et autres.

Faire un journal vivant, cela ne veut pas dire qu'il soit uniquement d'information et de commentaires avec de gros titres sur toute la longueur, cela veut dire qu'il connaît les préoccupations ouvrières et qu'il y répond.

Je crois que nous pouvons faire un bon journal et ce sera un point énorme et acquis le jour où nous aurons quarante ou cinquante mille lecteurs ouvriers.

Faire le rappel : historique de « La Vérité » sous l'occupation.

Des permanences du P.C.I.

Des brochures et livres recommandés.

Des fêtes ouvrières et leur signification : 1er mai, Commune.

Dans une colonne : *les autres fêtes* : Libération, 14 Juillet.

Les anniversaires : Morts : Trotsky, les 3 L., Révolution russe.

Des chroniques régulières :

Leader : a) actualité nationale, b) actualité internationale) ; c) syndicale.

Appeler les informations ouvrières, les lecteurs à écrire ou à rendre visite au comité de rédaction : telle adresse, telle heure et jour... Attention aux méthodes staliniennes : mauvaise foi, déformation des idées de l'adversaire, Nous, les durs le parti martyr, etc.., que cela ne vous empêche pas de parler des camps de concentration, de Nuremberg.

Que vaut la nouvelle constitution ?

PAR MAX GEOFFROY

PIERRE COT, rapporteur général de la Constitution, l'a décrite comme un compromis. Il ajoute — et les porte-parole communistes lui font écho — : un compromis susceptible de satisfaire tous les démocrates. De quel genre de démocrates parlez-vous, M. Cot, et quel genre de Constitution présentez-vous ?

M. Cot nous répondrait sans doute : ce n'est pas une Constitution socialiste. Et il nous apprendrait (ou croirait nous apprendre) qu'en régime bourgeois, la constitution ne peut être elle-même que bourgeoise. Parbleu ! Cot a été apprendre cela chez Marx. Mais, quant à nous, le marxisme ne nous a pas seulement appris que « le droit ne peut que consacrer les rapports sociaux existants », il a rendu clair pour nous le but final vers lequel nous devons tendre de toutes nos forces, par tous les moyens et en toute occasion : le renversement des rapports sociaux capitalistes, la révolution socialiste.

LA FORMULE MAGIQUE

Sur quoi M. Cot nous dirait sans doute, que cette constitution est un pas cependant vers le socialisme. Car c'est le caractère original de cette constitution qu'elle prétend satisfaire tout le monde, qu'elle se présente comme la formule magique, une espèce de dénominateur commun entre la volonté de toutes les classes. A gauche, on dit aux travailleurs que la IVe République est « sociale » (article 40). A droite, on explique à la bourgeoisie, à ses représentants M.R.P. et P.R.L. à la Chambre, qu'*en fait* la seule innovation par rapport à la IIIe République est le renforcement de « l'efficacité gouvernementale », et de la stabilité ministérielle ; c'est-à-dire une innovation qui ne peut que satisfaire la bourgeoisie, une innovation *réactionnaire*.

Voici donc les deux sortes de « démocrates » que le texte constitutionnel prétend rallier : les travailleurs d'une part, qui désirent vivre libres, dans des conditions matérielles dignes d'hommes de notre époque, et les capitalistes d'autre part qui veulent un pouvoir politique capable d'assurer leur domination sur les travailleurs.

CONSTITUTION PROGRESSIVE ?

Dans quelle mesure cette constitution nègre-blanc, cocktail de progrès et de réaction, tient-elle les promesses qu'elle fait à gauche ?

La Déclaration des droits contient en effet un certain nombre de principes démocratiques que les travailleurs ne peuvent qu'approuver pleinement. Ce sont : les droits politiques reconnus aux femmes (art. 1), le droit d'asile (art. 6), l'inviolabilité du domicile (art. 7), et de la correspondance (art. 8), l'« habeas corpus » (c'est-à-dire essentiellement que les arrestations non confirmées par un juge dans les 48 heures sont illégales — art. 9), la laïcité de l'enseignement public (art. 10), le droit de pétition, de manifestation, de réunion, d'association et la liberté d'expression (art. 14, 15, 16, 17), la reconnaissance du droit de « résistance sous toutes ses formes » contre un gouvernement qui viole les libertés (art. 21), l'égalité raciale (art. 38). Ce sont également les droits sociaux dont l'affirmation est une nouveauté dans une constitution bourgeoise : droit au plein développement physique, intellectuel et moral (art. 22), à la protection de la santé (art. 23), garantie à la femme travailleuse de son rôle de mère (art. 24), droit à la culture (notamment par l'aide matérielle aux étudiants pauvres — art. 25), au travail (art. 26), à la formation professionnelle (art. 27), à un niveau de vie digne (art. 28), aux loisirs (art. 29), droit syndical (art. 30), droit au contrôle des délégués ouvriers sur les conditions de travail, la direction et la gestion des entreprises privées et publiques (art. 31), collectivisation de droit des trusts ou monopoles de fait (art. 36).

Dans la Constitution proprement dite sont inscrits : le droit d'être électeur à 20 ans au lieu de 21 et éligible à 23 au lieu de 25, ainsi que l'égalité des sexes en matière électorale (art. 49 et 50).

Tels sont les *droits* reconnus par la Constitution. La plupart d'entre eux ne sont, à l'heure actuelle, que des principes abstraits. *S'ils ne sont pas traduits dans les faits, leur proclamation ne changera rien à la situation réelle des travailleurs de ce pays et ne gênera nullement les plans réactionnaires de la bourgeoisie.*

Au mouvement ouvrier de lutter pour qu'ils deviennent une réalité et pour les défendre contre toute atteinte. Pour la réalisation et la défense de ces droits, nous, communistes-internationalistes, lutterons au premier rang des travailleurs.

Les articles de la Constitution qui définissent l'organisation des pouvoirs portent, eux aussi, la marque d'un progrès par rapport à la Constitution de 1875.

Ils instituent une *Assemblée nationale unique* qui élit le *Président du Conseil* et le *Président de la République* ; les ministres sont responsables devant elle ; la délégation de ses pouvoirs à l'Exécutif est supprimée et la guerre ne peut être déclarée sans l'assentiment préalable de l'Assemblée (Art. 62, 90, 78, 37, 39).

En outre, le rôle des collectivités locales est élargi, les communes, départements et territoires d'outre-mer ont droit à la libre auto-administration et les conseils généraux seront élus au suffrage direct et non plus indirect (Art. 111 et 113).

Mais toute une série de dispositions sont prévues afin que la reconnaissance des droits démocratiques et sociaux ainsi que le régime des assemblées démocratiques municipales, départementales et nationales ne puisse sérieusement menacer la domination bourgeoise. Il nous faut retourner la médaille pour le voir.

L'ENVERS DE LA MEDAILLE.

A l'envers de cette médaille « démocratique et sociale », que voit-on ?

Primo : L'article 35 consacre *le caractère bourgeois de cette Constitution*. La définition qu'il donne du droit de propriété est peut-être une absurdité grammaticale. Elle peut se résumer ainsi : La Constitution garantit ce que la loi garantit. Aussi le P.R.L. a-t-il poussé les hauts cris et demandé qu'on affirme que la propriété est un droit naturel et sacré.

Mais cette définition si équivoque qu'elle soit, ne change naturellement rien aux rapports de propriété existants, et c'est cela qui compte.

Secundo : Le fameux « renforcement de l'efficacité et de la stabilité gouvernementales ». C'est autour de lui que s'est menée toute la bataille constitutionnelle à la Chambre. M.R.P., radicaux, P.R.L., U.D.S.R., n'ont, en définitive voté « contre » que parce qu'ils estiment qu'on n'est pas encore allé assez loin dans la voie du pouvoir fort et stable.

Voyons comment fut organisée finalement la « stabilité du pouvoir » :

⁂

L'Assemblée est élue pour cinq ans. Les monarchistes qui établirent la Constitution de 1875 avaient admis le renouvellement des députés tous les quatre ans. Qu'en penser, alors que, selon Pierre Cot, « la Constitution que nous devons établir fonctionnera dans une société en pleine fermentation » ? Rien, sinon que les monarchistes de 1875 avaient moins peur du peuple, avaient beaucoup plus de respect pour la volonté populaire que les démocrates de 1946.

Elle doit consulter deux organismes parfaitement étrangers au suffrage universel direct : le Conseil économique (embryon de Chambre corporatiste) *et le Conseil de l'Union française*. Ce dernier surveille le travail législatif de l'Assemblée. Il peut l'obliger à reexaminer les lois qu'elle a faites. Ce n'est pas encore un Sénat parce qu'il ne peut renverser le gouvernement et n'élit pas le président de la République, mais il ne demande qu'à le devenir et peut déjà se prononcer, avec l'autorité morale d'une deuxième Chambre, contre la volonté des élus du suffrage universel. M. Cot l'appelle une « Chambre de réflexion ». C'est plutôt, à notre avis, une *Chambre d'intimidation* et, à coup sûr, l'un des instruments de la réaction.

Les changements de ministères sont rationnés : pendant la deuxième moitié de la législature, l'Assemblée n'a droit qu'à deux par an. A la troisième crise en un an, l'Assemblée est dissoute. C'est une nouvelle limitation à sa liberté d'action.

Le président de la République est le grand espoir de la réaction, la grande menace contre la démocratie : il est élu pour sept ans ; les ambassadeurs et le Conseil supérieur de la défense nationale sont nommés par lui : IL DISPOSE DE LA FORCE ARMEE ; IL N'EST PAS RESPONSABLE DEVANT L'ASSEMBLEE. Ce personnage irresponsable ne possède peut-être aucune compétence, aux termes de la Constitution. Celle ci, en l'élevant au-dessus de l'Assemblée et en lui donnant la disposition de la force armée lui fournit l'autorité et les moyens légaux nécessaires à un coup d'Etat.

Voilà le pouvoir fort. Comme on comprend que la majorité socialiste-communiste — et M. Pierre Cot en son nom — se soit tournée vers la minorité réactionnaire de la Constituante et lui demandait, douloureusement surprise de son ingratitude : *Que demandez-vous de plus ? Vous vouliez un pouvoir fort — fort contre la volonté populaire, s'entend. Est-ce que vous ne l'avez pas ? » En fait, disait Pierre Cot, les pouvoirs du Président sont encore plus grands que sous la IVe République.*

LA GRANDE HYPOCRISIE

La droite veut gouverner contre le peuple. C'est pourquoi elle réclame un pouvoir encore plus fort, encore plus indépendant du suffrage universel. Les deux partis ouvriers veulent un gouvernement qui soit avec le peuple. Mais le peuple — nous voulons dire les masses laborieuses de ce pays — sera avec ceux qui ouvriront la voie à une transformation sociale radicale qui lui assure le pain, la paix, la liberté. Les partis ouvriers ne veulent pas poser la question de la Révolution socialiste et la bourgeoisie n'ose pas encore poser ouvertement celle de la dictature. La Constitution ne peut, dans ces conditions, que refléter l'hypocrisie de toute démocratie bourgeoise, au sein de laquelle la liberté se réduit en fin de compte à l'obligation pour l'immense majorité d'être exploitée par une infime minorité. Le caractère bourgeois, c'est-à-dire hypocrite, de la Constitution apparaît en pleine lumière dans l'organisation de l'Union française.

Tous les défenseurs de la Constitution ont fait valoir qu'elle transformait quarante millions de sujets coloniaux en citoyens. Mais « en l'état actuel des choses, on ne pouvait songer à donner aux peuples d'outre-mer un même pourcentage de représentants élus, notamment à l'Assemblée nationale qu'aux Français de la métropole » (Pierre Cot).

Ainsi dix paysans, artisans, ouvriers, commerçants, fonctionnaires et intellectuels vaudront un peu moins qu'un Français métropolitain sous le régime de la Constitution de 1946 qui affirme à son article premier que tous les hommes sont « égaux devant la loi ». Egaux devant la loi, mais pas devant la loi électorale ! Cette inégalité politique ne fait que traduire en d'autres termes l'inégalité sociale qui est la raison de vivre du régime capitaliste.

Il n'est pas possible de supprimer la première tant que subsistera la seconde. Et de même que les coloniaux se saisiront des maigres droits démocratiques que leur confère leur citoyenneté nouvelle pour préparer leur émancipation totale, les masses laborieuses de la métropole feront servir les droits démocratiques qui leur sont octroyés pour la victoire de leur lutte pour le socialisme.

Les uns et les autres doivent marcher la main dans la main et porter leurs coups au seul ennemi commun : le capitalisme français.

Ils feront cesser à leur profit la grande hypocrisie de la démocratie bourgeoise.

★ DU MONDE ENTIER ★

QUI ABATTRA le bourreau de l'Espagne?

Des millions d'hommes ont cru, au terme d'une guerre effroyable, assister au triomphe de la démocratie dans le monde. Ils ont mobilisé toutes leurs forces pour écraser les bastions militaires de l'Axe, voyant dans cette lutte l'unique moyen et la condition du retour à une vie plus libre. Il fallait d'abord « passer par là ». Après, tout irait mieux.

Après, tout recommence; on s'aperçoit que le racisme anti-boche n'explique rien, que la cinquième colonne est partout et nulle part, et que les subtilités de la diplomatie secrète ne visent qu'à appeler « paix » une étape entre deux guerres.

Le fascisme conserve une portion du globe qu'il a conquise en opposant ses Stukas à l'héroïsme désarmé de tout un peuple. Les mouvements ouvriers sont illégaux, dispersés; leurs militants pourchassés, assassinés. Les soutanes, les traîneurs de sabre et la Phalange anti-soviétique paradent depuis neuf ans entre des prisons surpeuplées et des villes affamées...

Vétilles! répondent les champions de la démocratie qui ne s'excitent pas pour si peu. Et d'ajouter, à l'usage des initiés aux sous-entendus de la propagande : « le cas Franco n'a pas de portée internationale »; il ne met pas en danger « la paix et la sécurité mondiale ».

Entendez bien : ce qui met en danger la paix et la sécurité mondiale, ce sont les révoltes des coolies, les mouvements populaires de Grèce, d'Italie, les grèves revendicatives et révolutionnaires. Ce que les démocrates défendent, c'est la paix entre les classes par la dictature de l'une et l'asservissement des autres ; c'est la sécurité de l'exploitation capitaliste.

Pour régler le cas Franco, les juristes de l'O.N.U. se sont mis à noircir des in-folio pour enquêter si Franco est un criminel de guerre et s'il tombe ou non sous le coup de tel ou tel article de la Charte de l'Atlantique.

Après beaucoup de réflexion, les représentants de Londres et de Washington ont conclu que la présence de Franco en Europe, ne constituait pas une menace pour la sécurité mondiale. Et en conséquence, les « démocrates » de Washington et de Londres ont continué de vendre au « Caudillo » des avions, du caoutchouc et du pétrole.

Le fait que Franco soit un assassin des travailleurs est un fait qui embarrasse bien peu le droit international bourgeois et les juristes de l'O.N.U.

L'U.R.S.S., la Pologne et la France mènent depuis des mois le combat diplomatique pour « en finir » avec Franco. Ils font confiance à l'O.N.U. pour renverser le Franquisme, mais l'O.N.U. n'est-elle pas dominée par les impérialismes américains et anglais et Franco n'est-il pas un bon gérant des intérêts de Wall Street, de la City, si puissants en Espagne? Les services rendus ne s'oublient pas ; et seuls ceux qui ont la mémoire courte ont oublié ce service suprême : permettre jusqu'en 1943 aux rois du pétrole « alliés », de ravitailler Hitler en essence, grâce à la possibilité de transit à travers l'Espagne neutre.

Et l'on voudrait opposer à Franco le « front des démocraties »? Ceux qui s'acharnent à semer de telles illusions n'entendent-ils donc pas les ricanements de la réaction mondiale? Il n'y a pas de front de la démocratie. Franco et son pareil Salazar tiennent leur tête de pont en Europe. Voilà la situation. Sans mépriser la fermeture des Pyrénées, et en protestant même contre la présence en France de diplomates franquistes, nous devons employer d'autres armes pour atteindre notre but. LE RENVERSEMENT DE FRANCO SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS, AIDES REELLEMENT PAR LES TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER.

Il appartient aux syndicats d'organiser le boycott total de l'Espagne franquiste. Pas un navire, pas un avion ne doivent partir pour l'Espagne.

Il appartient au P.S., au P.C.F., comme à nous-mêmes, aux partis socialistes, communistes de tous les pays, comme à toutes nos sections de la IV^e^ internationale, de porter aux révolutionnaires espagnols le soutien et la solidarité qu'ils réclament. Front unique des partis ouvriers pour l'organisation d'un plan de combat, pour le renversement de Franco.

Là bas, dans les geôles de Madrid, nos frères sont chaque jour plus convaincus que le peloton d'exécution sera leur dernière vision du monde.

Il faut leur rendre confiance et espoir!

LES GRÉVISTES AMÉRICAINS

exigent l'ouverture des livres de compte

PENDANT plus de trois mois, deux cent mille travailleurs de la General Motors ont lutté jusqu'à la victoire contre le trust le plus puissant du monde. Déjà sept cent mille métallos américains ont remporté une éclatante victoire après quelques semaines de grève. Les ouvriers du vêtement, des glacières, de l'automobile ont obtenu gain de cause, eux-aussi, en menaçant d'arrêter le travail.

Ces jours-ci, les cheminots exigent que leurs revendications soient satisfaites.

Pourquoi cette vague gréviste ? Les « soixante familles américaines », les Ford, les Morgan, les Dupont veulent exploiter le monde entier, ennemis vaincus comme « alliés » vainqueurs. Ils veulent investir des capitaux dans les pays du monde entier et y vendre leurs produits. Ils veulent abattre le régime collectiviste en U.R.S.S., et, pour cela, ils ont besoin de faire travailler plus leurs ouvriers et de les payer moins, afin de développer à leurs frais leur appareil de production et leur compte en banque. Mais, pour établir leur hégémonie sur le monde, les trusts américains veulent être tranquilles à l'intérieur. Ils veulent absolument faire reculer les travailleurs, briser leur combativité.

Pour mener leur guerre impérialiste, ils avaient besoin du sang des ouvriers, aujourd'hui, pour coloniser l'économie mondiale, il leur faut leur sueur.

C'est contre cette offensive contre leur niveau de vie, que les travailleurs américains se sont dressés, avec à leur tête les héroïques grévistes de la General Motors.

Jusqu'à maintenant, ce sont les patrons qui ont été obligés de reculer, malgré leurs richesses immenses qui leur permettent d'entreprendre une guerre d'usure contre les grévistes, malgré leurs troupes armées qui tirent sur les piquets de grèves, malgré la pression formidable qu'ils ont fait exercer sur les grévistes

Quoique la première réaction de Truman face à la grève fut un acte de guerre ouverte, demandant au Congrès de voter des lois antiouvrières qui désarmeraient les syndicats devant l'offensive du grand capital, les grévistes ont tenu bon.

Ils ont tenu, malgré le fait que leurs dirigeants syndicaux, les Murray, les Thomas, les Hillman et Cie, ne se conduisent pas en dirigeants révolutionnaires décidés à faire reculer l'ennemi et à le vaincre, mais ne songent, au contraire, qu'à atermoyer, à refroidir la combativité des ouvriers, à mener des pourparlers diplomatiques avec les patrons. Ces dirigeants considéraient la réglementation gouvernementale durant les années de guerre qui interdisait en fait les grèves, comme une situation tout à fait acceptable. Poussés à la tête du mouvement de classe, ils apparaissaient comme des vieillards paralytiques à la tête d'une armée vigoureuse et combative. Chaque pas en avant, ils l'ont fait sous la pression et sous les coups de militants de base énergiques et tenaces. Mais ils continuent à hésiter et à chercher des voies de retraite. Pour limiter l'envergure de la grève, ils ont imaginé le dernier mot de la stratégie, qui consiste à frapper les différents trusts d'automobiles un à un. A peine le piquet de grève était-il établi devant la General Motors que les dirigeants syndicaux ouvraient eux-mêmes des brèches dans le front en laissant travailler des usines General Motors qui produisent des pièces pour d'autres trusts.

Tandis que les ouvriers provoquent des frissons dans le dos des magnats de la General Motors, des dirigeants syndicaux se sont engagés dans des pourparlers secrets avec Ford et offrent à ce trust une mise en tutelle complète du syndicat. Ils reçurent comme réponse... un refus cynique de leurs revendications concernant les salaires.



Lors des récentes grèves un gréviste américain manifestait dans la rue portant une inscription : « Interdiction de faire grève. Signé : Le Fuhrer. »

Face à l'offensive unifiée du capital, Murray retient les travailleurs des aciéries pendant plus d'un mois. Ce grand général pense effrayer l'ennemi au milieu de la guerre en secouant son poing ! Sa voix gronde d'indignation contre les actions antiouvrières de Truman et des partis capitalistes.

Mais, sous la pression des travailleurs, les dirigeants syndicaux sont forcés d'avancer des revendications plus radicales que dans le passé. Par exemple, les dirigeants du U. A. W refusent de baser leur revendication pour une augmentation de salaire de 30 pour cent sur l'« arithmétique » des trusts, suivant laquelle des salaires plus élevés ne peuvent être accordés que quand la *productivité du travail s'accroît*. Ils exigent ces augmentations parce que les travailleurs en ont besoin et sans s'occuper de leur conséquence sur le taux de profit des trusts. Les grands sacrifices de la guerre, acceptés suite à des promesses encore plus grandes, poussent les travailleurs à insister, avec plus de vigueur, sur leurs propres intérêts, opposés à ceux des patrons.

Le rejet brutal du trust de faire droit aux revendications du syndicat et d'admettre les prémisses d'où partent ces revendications, a mené inévitablement à l'étape suivante de la lutte à la proposition du syndicat de dévoiler au public les secrets commerciaux des trusts : « Ouvrez vos livres de compte », tel fut le mot d'ordre des grévistes qui ne veulent pas être trompés. Une fois les livres de compte ouverts, ce seront tous les subterfuges de la comptabilité des trusts qui seront révélés, ce sera la nature parasitaire et antisociale du capitalisme monopolisateur qui apparaîtra. L'indignation actuelle contre les profits élevés des trusts serait redoublée par la révélation de leurs méthodes parasitaires, ou plutôt, de l'activité générale, quotidienne, de la soi-disant « initiative privée ». La lutte passerait alors logiquement au stade suivant : la demande du contrôle ouvrier sur la production et de la nationalisation des grands monopoles.

Ces mots d'ordre sont ceux que défendent les trotskystes du monde entier. Ce sont ceux du programme transitoire de la IV^e^ Internationale. Il n'est pas étonnant qu'au point de vue organisation et qu'au point de vue revendicatif, ils aient joué un rôle de premier plan dans la mobilisation et la direction des travailleurs de la General Motors. Les partis de la IV^e^ Internationale sont les seuls qui s'opposent à la stratégie des « sacrifices volontaires » du prolétariat au profit exclusif des capitalistes, défendue par les réformistes et les staliniens. Les travailleurs français, dans leur combat contre leur ennemi de classe, retrouveront et appliqueront, eux aussi, les mots d'ordre de la IV^e^ Internationale.

J. P.



LES DEMOCRATIES : Nous n'interviendrons que s'il porte atteinte à la liberté... ...du commerce !

Aux démocraties victorieuses

Ce n'est pas l'enseigne d'un caboulot.

C'est une nouvelle association déclarée (loi du 1^er^ juillet 1901, article V), qui a pour but : « Construire à Paris un édifice à la gloire des démocraties victorieuses et en administrer les installations pour le développement des activités démocratiques ».

Jusque-là rien que de très « normal ». Mais la nouvelle société, qui a son siège 11, rue Labie, a mis en circulation un prospectus qui vaut son pesant de rigolade.

Nous ferons grâce à nos lecteurs du « projet de monument » qui en vaut bien d'autres et qui ne fera de mal à personne. L'affaire se corse autour de la composition du « comité d'honneur », patronné — s'il vous plaît — par M. Francisque Gay, qui, comme chacun le sait, est vice-président du Conseil et leader du M.R.P.

Celui-ci se retrouve en bonne compagnie avec M. Mutter, leader du P.R.L.; avec M. Louis Marin, de la Fédération républicaine ; avec le général Dassault, grand chancelier de la Légion d'honneur, et avec M. Georges Duhamel, ex-secrétaire perpétuel de l'Académie française. Mais, ce qui est plutôt fort de vinaigre, tous ces démocrates victorieux voisinent aussi avec MM. François Billoux, Cachin, Daniel Mayer, Léon Jouhaux, etc.

Ce doit être une plaisanterie, direz-vous. C'est aussi ce que nous croyons. Autrement, que deviendraient les preuves, maintes fois apportées par Cachin, Daniel Mayer et autres, selon lesquelles le M.R.P. et le P.R.L. sont des partis réactionnaires cent pour cent ?

Vite, un démenti, camarades Cachin, Mayer, Jouhaux !

D'autant plus que la société en question dissimule, en réalité, une ébauche d'entreprise commerciale capitaliste ayant pour but une aide aux industriels et aux commerçants embarrassés...

150 millions d'Européens vont-ils mourir de faim ?

Les capitalistes américains emploient l'arme du ravitaillement pour opérer un chantage antiouvrier et antisoviétique

Dans un discours radiodiffusé destiné au public américain, M. Herbert Hoover, envoyé spécial du président Truman pour enquêter sur les envois de vivres à destination de l'Europe, a annoncé que 150 millions d'êtres humains sont menacés de mort par la famine qui guette le vieux continent.

« Il faudra cinq millions de tonnes de céréales supplémentaires pour éviter ce désastre, et cela dans les quatre mois qui viennent », a déclaré l'ancien président américain.

Celui-ci a alors développé un plan en six points capable, selon lui, de parer à l'insuffisance du ravitaillement de l'Europe. Il a d'abord demandé une réduction de la ration du pain aux Etats-Unis et la réquisition de tous les stocks américains pour augmenter les envois de vivre.

Il a ensuite fixé le maximum de la ration de pain qui devrait être obligatoire pour tous les pays d'Europe à 300 grammes par jour. Une contribution plus importante de la Grande-Bretagne et de l'U.R.S.S., une réduction des exportations à destination de l'Amérique latine, la priorité des envoi de vivres pour les petits pays libérés « parce qu'ils ont le plus souffert », tels sont les autres points du programme de M. Hoover. Ainsi les responsables d'une guerre à outrance sont placés aujourd'hui devant la situation la plus catastrophique de l'histoire de l'humanité. « Les effets de la famine et des épidémies seront plus terribles que ceux de la bombe atomique », déclarait, l'automne dernier, le ministre anglais Bevin.

Est-il possible d'éviter la famine ? Sans doute, puisque M. Hoover pense que son plan permettrait déjà de fournir 90 % des besoins de l'Europe en céréales.

Mais ne serait-il pas normal que le soin de mettre au point un véritable plan mondial du ravitaillement soit confié au seul organisme qui est censé représenter les intérêts des travailleurs du monde entier : la Fédération syndicale mondiale ? Celle-ci serait bien plus capable de procéder à un recensement des stocks, à leur acheminement vers les régions menacées, à leur livraison certaine aux masses affamées, que les dirigeants capitalistes de l'U.N.R.R.A. qui ont déjà fait faillite.

Il serait ainsi possible d'en finir avec toute une diplomatie secrète autour d'un problème qui concerne la vie de millions de femmes, d'enfants, de vieillards des classes populaires.

Il serait ainsi possible de faire renaître cette solidarité ouvrière internationale sans laquelle aucun des problèmes fondamentaux actuels ne pourra être résolu. Enfin, les syndicats du monde entier pourraient retirer des mains des capitalistes américains l'arme du ravitaillement qui, ne l'oublions pas, demeure entre leurs mains une des armes essentielles pour opérer un chantage antiouvrier et antisoviétique sur le continent européen.

Camarades Saillant, Citrine, Murray et autres, allez-vous songer à vous préoccuper du sort des millions d'affamés dans le monde entier ? Allez-vous faire entendre leur voix avant que la famine n'exerce ses ravages dans les rangs des travailleurs ?

S. ROCHAL.

ADRESSE

de la section indochinoise de la 4^e^ Internationale aux délégués du Viet-Nam en France

LES camarades de la Section indochinoise de la IV^e^ Internationale dans l'émigration en France vous saluent en vous les représentants des 20 millions de nos compatriotes qui ont vaillamment lutté pour l'indépendance du Viêt-Nam et considèrent votre arrivée en France comme une étape déjà franchie dans la lutte contre l'impérialisme français.

Hier encore, toute la presse bourgeoise française accusait le gouvernement Ho-Chi-Minh de terrorisme. Aujourd'hui, elle renouvelle sa campagne de mensonges et de perfidie à l'égard de nos partisans qui continuent la résistance en Cochinchine.

Devant la ferme résolution de notre peuple de mourir pour l'indépendance du Viet-Nam et les échos que rencontre sa lutte chez les prolétaires et opprimés du monde entier, le gouvernement français a dû battre en retraite et signer avec le gouvernement Ho-Chi-Minh l'accord du 6 mars dernier.

Certes, devant le peu d'informations sur les difficultés de la situation en Indochine, nous ne sommes pas opposés au principe d'un compromis; Lénine et Trotsky n'ont-ils pas été amenés à signer la trêve de Brest-Litovsk ?

Mais, nous sommes péniblement surpris en apprenant :

1° que l'Etat libre du Viêt-Nam soit occupé du nord au sud par les troupes françaises ;

2° que l'autorité du gouvernement viêt-namien ne s'étende pas au delà du 16^e^ parallèle, en Cochinchine, avant le prochain référendum ;

3° qu'on ait reconnu et consacré les vols et exactions passés de l'impérialisme français ;

4° que les troupes de l'Etat libre du Viêt-Nam soient, sous le haut commandement de l'état-major français.

Avec ces conditions, l'accord signé le 6 mars n'est pour l'impérialisme français qu'un moindre mal. Il ne lui ôte pas du tout sa volonté de nous asservir et ne constitue qu'une solution provisoire pour renforcer ses points d'appui, préparer plus facilement son coup de force et nous imposer à nouveau le régime classique d'esclavage colonial.

C'est pourquoi, nous devons, nous, tout en renouvelant des appels pressants aux partis ouvriers français, à la Fédération syndicale mondiale, aux prolétaires et opprimés de tous les pays, exiger :

1° *Une indépendance totale et immédiate ;*

2° *Le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation françaises* dont la présence rendrait impossible toute expression démocratique et libre des aspirations du peuple ;

3° *L'amnistie totale* de tous les révolutionnaires, détenus politiques ; travailleurs ou soldats viêt-namiens déportés dans les quatre coins du monde.

Dans ce sens, nous sommes décidés à apporter au gouvernement Ho-Chi-Minh notre soutien le plus complet, serait-ce au prix de notre sang.

jour de la consécration du Viet-Minh

La formation des Comités du peuple, des bataillons « Cam-Tu » dont nous avons appris dernièrement la nouvelle avec l'existence d'un Comité du peuple révolutionnaire à l'échelon national, faisant fonction de gouvernement et qui a cédé la place au gouvernement provisoire du Viêt-Nam (discours de Vo-Ngayên-Giap) ont bien démontré que le peuple viêt-namien a atteint sa maturité politique et qu'il s'attache à ses propres organisations révolutionnaires.

C'est pourquoi, pour préserver ces conquêtes chèrement acquises, nous réclamons :

1° *le renforcement des Comités du peuple et des bataillons « Cam-Tu » ;*

2° *la constitution d'un gouvernement émanant de ces comités et contrôlé par eux.*

Cette voie est la seule qui pourra conduire le Viêt-Nam à sa véritable indépendance et y préparer la victoire du socialisme. Elle est la seule aussi, pour que tant de sacrifices et de luttes n'aient pas été vains.



Combattants vietnamiens gardés par un soldat de Leclerc

Lettre d'Algérie

Le Parti de Messali Hadj Parti de l'Indépendance Algérienne

Dans notre dernier numéro, dans l'article « Stratégie, tactique ou... trahison », notre camarade Levan a bien décrit la position de notre parti vis-à-vis du problème algérien.

Des camarades nationalistes algériens nous ont communiqué une lettre dont nous publions ci-dessous les principaux passages. Nous donnerons la prochaine fois une étude détaillée sur la structure, l'organisation et le programme politique du parti du peuple algérien.

...Le peuple algérien, qu'un colonialisme abject a écrasé pendant des dizaines d'années, a fait, au cours de cette dernière décade, d'immenses progrès. Il est né non seulement à la vie politique, mais aussi et surtout à l'action révolutionnaire.

Evolué et voulant tout naturellement se mêler à la vie politique de son pays, le peuple algérien s'est vu persécuté avec le mépris des hommes qui ont foi dans la force brutale.

Des martyrs surgirent et autour d'eux se cristallisèrent toutes les forces vives d'un peuple traditionnellement attaché à la liberté.

D'abord, le corps de ce qu'on appelle les Oulemas s'est consacré pendant des années au travail social. Le maraboutisme, cet instrument servile de l'impérialisme, fut battu en brèche. Le peuple, revenu à sa véritable religion musulmane, brisa toutes les idoles des confréries qu'entretenait une administration rétrograde. Il réapprit sa langue et fit bâtir lui-même ses propres écoles, ses medersas...

Dans le domaine politique, le peuple algérien, se fiant à son seul bon sens, a remporté une victoire éclatante. D'ingénieuses et savantes combinaisons lui ont été proposées afin de le détourner de sa voie naturelle. Ces théories machiavéliques furent exposées et défendues par des Algériens, valets de l'impérialisme. Il s'agit, en l'occurrence, de cette assimilation chère à Violette et à la Fédération des élus représentée par le triste Bendjelloul.

Des ouvriers, de simples ouvriers algériens, défiant toutes les méthodes du colonialisme, se sont levés pour dire « non » à l'assimilation.

C'est ainsi qu'est né le *Parti du Peuple algérien*. Mais ne revenons pas sur l'histoire de ce grand parti politique qui, aujourd'hui, groupe derrière lui la grosse majorité du peuple algérien. Disons tout simplement que ses chefs sont de grands démocrates qui ont fait leurs preuves et qui, condamnés et déportés par Daladier et Vichy, sont encore détenus par la IV^e^ République.

Que voulaient-ils, en fait ? Le suffrage universel en Algérie, pour élire une Constituante qui décide du sort de leur pays.

Et qui peut donc leur reprocher cela ?...

Si, en France, on se révolte devant les massacres d'Oradour, tout Algérien vous dira, quand il a confiance en vous : « Mais chez nous, il y a eu les massacres d'El Oufa, de Guelma et les fours crématoires d'Héliopolis et de Kerrata. »

⁂

Le P.P.A. n'a jamais fusionné avec les amis du Manifeste comme on a cherché à le faire croire pour le discréditer. Il est vrai que quelques Algériens, subjugués par le style ronflant d'Abbas, ont cru à l'étoile naissante de ce dernier ; mais il ne s'agissait que de certains romantiques et d'une clique de caïds éblouis par la grandiloquence de Ferhat. Mais le peuple algérien, lui, ne s'est pas trompé et ne se trompera pas. Il n'a pas oublié que Ferhat avait nié, quelque temps auparavant, toute personnalité au peuple algérien. Il déclarait, ce bâtard, que la France c'était lui, comme son acolyte Bendjelloul, cet autre adepte de Violette. Il voulait, lui aussi, sans consulter le peuple algérien, venir faire de beaux discours au Palais-Bourbon. Et d'ailleurs, nos compatriotes en France auront bientôt le déplaisir de voir ce comédien jouer le révolutionnaire au Quartier Latin comme... député, évidemment.

Il est vrai que, dans son manifeste de 1943, il avait osé, et sûrement par caprice, lui, le caméléon, demander une Assemblée constituante algérienne élue par le peuple.

Quelques mois de prison l'en ont guéri et son manifeste partait en fumée...

D'ores et déjà, le peuple algérien l'a vomi, mais il aura cependant joué un petit rôle — assez triste d'ailleurs — dont il rendra compte devant l'histoire de l'Algérie. Car son romantisme de « jeune Algérien » nous a valu tout de même et l'enterrement du congrès d'Alger et les sanglants événements de 1945.

Dans cet article, nous tenons surtout à souligner l'évolution certaine du peuple algérien, son émancipation, son esprit révolutionnaire, sa volonté inébranlable de diriger les destinées de son pays, réalités avec lesquelles les impérialistes français devront absolument compter, car le peuple algérien a aussi pour allié puissant le peuple français avec lequel il compte se trouver coude à coude pour abattre l'ennemi commun : le capitalisme international.

ETARGIN.

LE DOCUMENT DE LA SEMAINE

Constitution bourgeoise Constitution soviétique

Nous analysons par ailleurs la Constitution qui vient d'être votée. Les réactionnaires ont prétendu malgré les nombreuses protestations des socialistes et communistes qu'il s'agissait d'une Constitution qui mettait en question le droit sacro-saint de propriété.

Il n'en est rien et la Constitution, sur ce point comme sur bien d'autres, loin de s'inspirer des idées fondamentales du socialisme et du communisme, reste entièrement dans le cadre du régime bourgeois.

Le tableau que nous dressons ci-contre montre la différence radicale qui existe entre une Constitution adoptée par les parlementaires socialistes et communistes à la Chambre bourgeoise, et celle que le pouvoir soviétique donna en 1918 au peuple de l'U.R.S.S.

Comme on pourrait nous objecter que la Constitution de 1946 n'est pas le fruit d'une révolution prolétarienne victorieuse, nous ajoutons dans la 3^e^ colonne les propositions que des socialistes et des communistes fidèles à leur programme de parti pouvaient et devaient faire aujourd'hui et pour lesquelles les travailleurs auraient tous combattus avec enthousiasme.

Constitution française 1946	Constitution soviétique 1918	Dispositions attendues par les travailleurs
DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME	DECLARATION DES DROITS DES MASSES LABORIEUSES ET EXPLOITEES	
LE STATUT DE LA PROPRIÉTÉ		
Art. 35. — *La propriété est le droit inviolable d'user, de jouir et de disposer des biens garantis à chacun par la loi. Tout homme doit pouvoir y accéder par le travail et par l'épargne.*	ART. 3. — En vue de réaliser la socialisation du sol, la propriété privée de celui-ci est abolie ; toutes les terres sont déclarées propriété nationale et remises aux travailleurs sans compensation, sur la base d'une division équitable ne comportant que le droit d'usage.	*Les industries-clés, les houillères, la sidérurgie, la marine marchande, etc., sont nationalisées sans indemnité ni rachat, sauf pour les petits actionnaires.*
Nul ne saurait en être privé si ce n'est pour cause d'utilité publique légalement constatée et sous la condition d'une juste indemnité fixée conformément à la loi.	En vue de réaliser progressivement le transfert complet de toutes les usines, ateliers, magasins, mines, chemins de fer et autres moyens de production ou de transport entre les mains des Soviets d'ouvriers et de paysans et en vue d'assurer la suprématie des travailleurs sur leurs exploitations, le Congrès ratifie la loi soviétique sur le contrôle ouvrier dans l'industrie, ainsi que la loi sur le Conseil économique suprême.	*La gestion des entreprises nationalisées sera assurée sous le contrôle ouvrier. Les membres des anciens conseils d'administration seront éliminés de la gestion.*
Art. 36. — *Le droit de propriété ne saurait être exercé contrairement à l'utilité sociale ou de manière à porter préjudice à la sûreté, à la liberté, à l'existence ou à la propriété d'autrui.*	Le Congrès ratifie le transfert de toutes les banques entre les mains du gouvernement des ouvriers et des paysans, cette mesure étant une des conditions qui assurent l'émancipation des masses travailleuses à l'égard du joug capitaliste.	*L'élaboration d'un plan de production des entreprises nationalisées et du secteur resté libre sera confiée aux syndicats et à la C. G. T.*
Tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité.		*L'application de ce plan sera soumise au contrôle des ouvriers de chaque entreprise.*
		Toutes les banques et les compagnies d'assurances seront nationalisées sans indemnité ni rachat et fusionnées en une banque d'Etat unique fonctionnant sous contrôle des employés et techniciens de la banque.
LES DROITS DES PEUPLES COLONIAUX		
Art. 41. — *La France forme avec les territoires d'outre-mer, d'une part, et avec les Etats associés, d'autre part, une union librement consentie.*	ART. 4. — Le 3^e^ Congrès Panrusse des Soviets s'associe de tout cœur à la politique du gouvernement soviétique actuel, qui a répudié les traités secrets, organisé le plus largement possible la fraternisation des ouvriers et paysans au sein des armées et qui s'est efforcé d'obtenir à tout prix une paix conforme à l'intérêt des travailleurs, acquise par des moyens révolutionnaires, sans annexions ni tributs, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.	*Répudiation de la diplomatie secrète.*
Art. 46. — *La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.*	ART. 5. — Dans le même dessein, le 3^e^ Congrès panrusse des Soviets insiste pour que soit dénoncée de la façon la plus complète la politique barbare de la civilisation capitaliste, qui a construit la prospérité des exploiteurs dans un petit nombre de nations sur l'esclavage des millions de travailleurs vivant en Asie, dans les colonies et dans les petites nations.	*Ni annexions de territoires, ni conquêtes aux dépens des autres peuples.*
Art. 48. — *Les territoires d'outre-mer élisent, dans des conditions fixées par les lois électorales, des députés à l'Assemblée nationale.*		*Reconnaissance de l'indépendance totale et inconditionnelle des peuples coloniaux ; droit de sécession d'avec la métropole.*
		Institution du collège unique dans tous les territoires coloniaux.
L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE		
Art. 47. — *Le peuple français exerce sa souveraineté par ses députés à l'Assemblée nationale élus au suffrage universel, égal, direct et secret.*	ART. 7. — Le 3^e^ Congrès panrusse des Soviets de députés ouvriers, paysans et soldats considère qu'à l'heure actuelle, où se déroule la lutte décisive entre les travailleurs et leurs exploiteurs, il ne doit y avoir aucune place pour ces derniers dans aucun organe du gouvernement. Le pouvoir doit appartenir de façon complète et exclusive aux masses laborieuses et aux organes qui les représentent vraiment, c'est-à-dire les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans.	*Constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan s'appuyant non pas sur une majorité parlementaire, toute relative, mais sur les producteurs eux-mêmes, groupés dans leurs comités à l'usine, aux champs et dans la localité. Gouvernement qui appliquera, en plus des nationalisations et du plan défini plus haut, la défense véritable des revendications ouvrières, c'est-à-dire :*
Art. 90. — *Le président de la République est élu pour sept ans.*		*1° L'établissement d'un salaire minimum vital garanti par l'échelle mobile des salaires ;*
Art. 95. — *Le président de la République dispose de la force armée.*		*2° La stabilisation des prix par le contrôle ouvrier sur les livres de compte et la suppression du secret commercial ;*
Art. 71. — *Le Conseil de l'Union française est formé de conseillers élus par les conseils généraux des départements de la métropole.*		*3° La lutte contre le chômage et les licenciements. La pleine utilisation de la main-d'œuvre dans le cadre du plan ouvrier de production.*
Art. 50. — *Les députés à l'Assemblée nationale sont élus pour cinq ans.*		*Suppression de toute autre assemblée jouant plus ou moins officieusement le rôle réactionnaire du Sénat.*
Art. 60. — *La loi fixe l'indemnité des députés par référence au traitement d'une catégorie de fonctionnaires.*		*Révocabilité des députés par les électeurs de leur circonscription.*

LA BATAILLE DU BEURRE n'est pas gagnée

par Marcel BEAUFRERE



Par voie d'affiches, par la presse et par la radio, le peuple de France, à la veille des élections, apprend médusé les nombreuses batailles qu'il a gagnées. La bataille du charbon, la bataille de l'acier, la bataille de l'électricité, etc... En républicain conséquent, le lecteur bombe le torse et serre sa ceinture d'un cran. « Retroussons nos manches, ça ira encore mieux ». Mais si conséquent qu'il soit, notre « républicain » laisse conduire ses yeux par son estomac. Il lit très rapidement les communiqués de victoire sur la bataille du charbon. Il pense à autre chose. Ses yeux s'accrochent à un autre titre : la bataille du blé. Elle se livre paraît-il en Méditerranée. Il espère beaucoup de cette bataille. Et puis il cherche les résultats de la « bataille » du beurre. Mais hélas, aucune victoire positive à se mettre sous la dent...

Sur ce chapitre, on ne lui sert que des scandales. Chaque jour, à longueur de colonnes, notre lecteur est abreuvé de scandales. Chacun s'emploie à dénoncer les scandales, à trouver des titres sensationnels. M.R.P., S.F.I.O., P.C.F., tous sont d'accord et tous rivalisent pour dénoncer... le ministre du Ravitaillement qu'ils ont cependant amené unanimement à ce poste, et qu'ils pourraient s'ils le voulaient congédier facilement.

Comment en finir avec le marché noir

La vérité, c'est que personne ne possède de programme pour améliorer le ravitaillement. Tanguy-Prigent proposa une fois la peine de mort pour les affameurs. Le Conseil des ministres repoussa ses propositions. Ajoutons qu'une telle mesure, aussi utile qu'elle soit, n'est qu'un des aspects de la lutte contre le marché noir. Mais tous les partis reculent devant les seules mesures qui permettraient d'améliorer le ravitaillement. Pourquoi ? *Parce que la lutte contre le marché noir ne peut se faire efficacement qu'en faisant confiance à l'initiative populaire.* Un corps de fonctionnaires, si nombreux soit-il, ne luttera jamais avec efficacité contre les trafiquants. *C'est toute la structure du ravitaillement qu'il faut abolir.* Dans le système actuel, ce sont les grossistes, les mandataires, les chevillards qui sont responsables de l'approvisionnement. Leur « objectif » n'est pas de ravitailler le peuple, mais de faire des bénéfices... Et le sabotage du ravitaillement rapporte souvent plus qu'une bonne répartition. Pour faire monter les prix, il faut, même dans une période de pénurie, raréfier la marchandise. Il n'est pas « intéressant » de livrer à la Villette 1.000 têtes de bétail si la marge bénéficiaire » est jugée insuffisante. Mais il est « intéressant » de vendre dix bœufs au marché noir au double ou au triple de la taxe. La solution est très simple. C'est pourquoi elle fait peur. *Il faut supprimer les intermédiaires.* Et il faut organiser une nouvelle structure du ravitaillement.

1° *A la production :* Il faut, par canton, organiser des comités avec représentants des syndicats de paysans travailleurs et de l'Union locale des syndicats ouvriers. C'est ce comité qui fixera la contribution de chaque paysan au Ravitaillement général.. Il fixera la proportion de marchandises à garder pour la consommation locale, le reste sera envoyé sur tel centre urbain désigné par la commission départementale populaire du Ravitaillement.

2° Le ramassage et l'acheminement des marchandises seront organisés par ces commissions populaires en accord avec les syndicats de transports routiers et les cheminots.

3° La commission centrale populaire du ravitaillement, en liaison constante avec ses organismes départementaux, fixera les prix. Les intermédiaires étant supprimés, délégués paysans et ouvriers trouveront facilement un terrain d'accord.

4° A tous les échelons (cantonal, départemental, central) des représentants des petits commerçants collaboreront avec les délégués ouvriers et paysans. La suppression des intermédiaires leur sera aussi profitable qu'à la population.

5° Dans les grandes villes, les halles devront être gérées par des coopératives gérées également par des commissions tripartites (ouvriers, paysans, petits commerçants). De même, les grandes sociétés à succursales multiples devront être gérées par ces commissions tripartites.

6° Le contrôle des prix sera effectué par des comités populaires. Des assemblées de ménagères seront convoquées. Elles éliront démocratiquement leurs responsables.

7° Pour sanctionner les affameurs, il ne peut être question d'avoir recours à la justice bourgeoise. Il faut une justice rapide et ferme que peuvent seuls assurer les petits commerçants, les petits paysans, les ouvriers.

— le paysan délinquant sera jugé par les délégués paysans, ouvriers et consommateurs (ménagères).

— le commerçant délinquant par les délégués petits commerçants, ouvriers et consommateurs.

Ces comités populaires de justice pourront exproprier pour une durée limitée ou définitivement les affameurs.

On a une indigestion de « scandales »

Il est évident que la C.G.T. a un rôle important dans un tel combat. Dans une période de décomposition de l'économie capitaliste, le prolétariat doit opposer ses solutions à celles de la bourgeoisie. Les classes moyennes, dégoûtées par l'impuissance des partis ouvriers fourniront de l'eau au moulin du fascisme. Mais vigoureusement impulsées par l'initiative créatrice du prolétariat, elles peuvent être un allié pour la victoire du communisme. Pour cela, il ne faut pas se faire les champions de l' « ordre » bourgeois, mais faire la démonstration que la classe ouvrière a ses solutions propres.

Seulement, au congrès de la C. G. T., les grands leaders n'ont pas trouvé d'autre solution que de rabâcher des phrases creuses sur le « blocage des prix ». Ce n'est pas tout. Une magnifique banderole annonçait un nouveau mot d'ordre : « Il faut construire des crèches et des pouponnières... pour que les femmes puissent produire » !

Produire quoi ? Nous n'osons pas croire, tout de même, qu'il s'agisse d'une nouvelle bataille ! La « bataille des naissances » ? Essayez d'imaginer, s'il vous plaît...

Les leaders de la C.G.T. ignorent-ils que les femmes se préoccupent d'autre chose. En mars, à Paris, il y a eu 150 grammes de beurre. En avril, il n'y en a pas eu un gramme et il n'y en aura pas. Le peuple, le bon peuple, lui ne peut se nourrir en mangeant du Longchambon avec une plume. Il a une indigestion de scandales et de slogans. Ça lui donne envie de vomir. Il veut du pain... et du beurre.

DES 1er MAI de lutte AUX 1er MAI de fête

par J. GALLIENNE

DEPUIS 1881, les ouvriers des Etats-Unis étaient groupés dans l' « American Federation of Labour ». Ils ne s'y intéressaient guère à l'idéologie politique, mais luttaient avec vigueur pour leurs revendications matérielles.

Le 1er mai 1886 eut lieu aux Etats-Unis une manifestation pour l'obtention de la journée de huit heures. A Chicago, la grève fut générale et il y eut des troubles sanglants. De nombreux anarchistes furent arrêtés, quatre d'entre eux exécutés.

En juillet 1889, au congrès socialiste international de Paris, un délégué de Bordeaux, Raymond Lavigne, en accord avec Guesde et Lafargue, Liebknecht et Bebel, fit la proposition suivante : « Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire à huit heures la journée de travail et d'appliquer la résolution du congrès international de Paris. »

Cette proposition fut adoptée, et la date du 1er mai 1890 fut choisie, parce que l' « American Federation of Labour » avait déjà projeté de renouveler ce jour-là la manifestation de 1886.

Le 1er mai 1890 fut donc le premier jour de manifestation internationale du prolétariat. Dans de nombreux pays, il fut imposant. A Paris, douze délégués, appuyés par une foule immense, allèrent porter au Palais-Bourbon une pétition en faveur des huit heures. Cette revendication ne fut pas encore satisfaite, mais le « livret ouvrier », vestige de l'Empire, fut supprimé, et une loi sur les délégués mineurs votée et promulguée. Le gouvernement promit en outre l'application d'une loi de 1848 limitant à douze heures la journée de travail.

L'année suivante, en France et dans plusieurs autres pays, la manifestation fut renouvelée. Le 1er mai 1891 fut marqué par les événements sanglants de Fourmies. Dans cette cité ouvrière du Nord, les ouvriers avaient chômé l'après-midi. Vers 6 heures du soir, ils se rendirent en cortège à la mairie pour réclamer la libération de plusieurs de leurs camarades, arrêtés depuis le matin. La manifestation était pacifique, conduite par des groupes de jeunes gens et jeunes filles. Le commandant Chapus, du 145e, fit tirer sur la foule sans sommation. Dix morts et trente blessés restèrent sur le pavé. Ce crime souleva la violente indignation de la classe ouvrière, mais ce furent les socialistes que l'on poursuivit.

Le 22 août 1891, le congrès socialiste international de Bruxelles donna au 1er mai son caractère de manifestation annuelle. En août 1893, le congrès de Zurich confirma cette décision.

Bien des « premier mai » se sont succédé depuis. Celui de 1906 eut un caractère syndical et revendicatif grandiose. En 1919, quelques jours avant le 1er mai, le Comité des forges signa pour la métallurgie une convention des huit heures avec Merrheim. Clemenceau s'empressa alors de faire voter la journée de huit heures par la Chambre. Aussi le 1er mai 1919 fut-il un jour d'allégresse et d'espérance, marqué cependant de nombreuses bagarres avec la police.

Il faudrait citer encore bien des premier mai, qui groupèrent d'immenses foules de grévistes, à Saint-Pétersbourg, à Vienne, à Berlin.

La dégénérescence de la IIe Internationale devait peu à peu enlever au 1er mai son caractère de journée de lutte revendicative pour en faire une simple « Fête du Travail ». Il appartint alors à la IIIe Internationale de conserver à ce jour sa véritable physionomie. En 1929, les ouvriers communistes de Berlin luttèrent courageusement contre la police et subirent une répression féroce.

Hitler arrivé au pouvoir, s'empara du 1er mai pour en faire une fête chauvine et raciste. Pétain devait lui emboîter le pas et profiter de cette journée pour célébrer les vertus de son régime sénile et gâteux.

Aujourd'hui, la classe ouvrière manifeste de nouveau derrière ses organisations. Mais celles-ci mettent un frein à sa volonté de lutte.

LE STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE

ne donne pas satisfaction aux fonctionnaires qui exigeaient il y a cinq mois la revalorisation de leur salaire



Le vice-président du Conseil communiste Maurice Thorez a élaboré un projet de réforme de la fonction publique.

D'une part, le projet est combattu par toute la presse réactionnaire ; d'autre part, les organes directeurs de l'Union générale des fonctionnaires ont manifesté leur accord sur ce projet.

Dans un certain nombre d'articles, ce projet apporte des satisfactions à de vieilles revendications des fonctionnaires. Ainsi, sur le droit syndical. C'est là une codification importante de ce que les fonctionnaires ont imposé en fait par leurs adhésions massives au syndical. Et c'est justement cet aspect que la presse réactionnaire combat avec acharnement. Nous ne saurions que nous solidariser là-dessus avec le projet de Maurice Thorez. Mais, sur plusieurs autres aspects, le projet ne donne absolument pas satisfaction aux fonctionnaires. Particulièrement sur la revalorisation de la fonction publique, aucune précision n'est formulée, et, en fait, aucune satisfaction n'est donnée aux revendications formulées et pour lesquelles les fonctionnaires ont mené la lutte au mois de décembre. Les traitements des fonctionnaires sont au-dessous du niveau de ceux des ouvriers des industries privées, qui pourtant auraient bien besoin d'être également revalorisés. Le projet Thorez parle de minimum vital, mais ne fixe pas le montant de ce minimum vital. Et il ne fait aucune mention de la revendication essentielle de l'échelle mobile des traitements et retraites.

Aussi les fonctionnaires ne peuvent accepter le silence du projet sur cette trop importante question des traitements. Ils doivent exiger un minimum vital de 6.800 francs par mois, minimum qui correspond, compte tenu de l'augmentation des prix (70 % de février à novembre 1945), à la revendication des 4.000 francs de salaire minimum exigé par la C.G.T. en février 1945. Sur cette base, ils doivent exiger l'échelle mobile calculée sur la base de coefficients établis sous le contrôle de la C.G.T.

Le Parti Communiste Français et l'Union générale des fonctionnaires font état « de l'enthousiasme qu'a recueilli le projet chez les fonctionnaires ». N'exagérons rien, car il est difficile de passer sous silence un certain nombre de faits :

1° Le projet n'a pas été communiqué à la masse des fonctionnaires syndiqués ;

2° Les syndicats de base n'en ont donc pas délibéré ;

3° Un certain nombre de syndicats et de fédérations ront protesté et ont manifesté leur désaccord.

⊙ ⊙

Les fonctionnaires syndiqués ne peuvent accepter ces entorses à la démocratie et c'est là une des plus graves critiques qu'il faut faire au projet Thorez. Il est clair qu'un ministre se réclamant d'un grand parti de la classe ouvrière, parti qui contrôle la C.G.T., aurait dû s'adresser à la masse des syndiqués avant de faire ratifier un projet par le conseil des ministres et l'Assemblée. Voilà ce qui signifierait concrètement n'avoir pas « peur du peuple ». Mais c'est parce que Thorez craint non pas tellement que le projet soit repoussé dans sa totalité, mais qu'il ne devienne le reflet des revendications des fonctionnaires, qu'il l'impose bureaucratiquement.

Si la démocratie avait été respectée, la C.G.T. et l'Union générale des fonctionnaires n'auraient pu parler de « l'accord enthousiaste » des fonctionnaires, ils auraient été obligés d'inscrire dans le projet : Un traitement mensuel minimum de 6.800 francs ; l'échelle mobile des salaires ainsi que des garanties en ce qui concerne les licenciements.

Le parti communiste internationaliste et l'opposition syndicale

Dans les débats du Congrès de la C.G.T., une opposition syndicale à la politique Frachon-Jouhaux s'est exprimée. Opposition dont le représentant le plus ferme a été, à notre avis, ainsi que nous l'indiquions la semaine dernière, Valière, du syndicat des Instituteurs, qui écrit dans le journal syndical *Front ouvrier*.

Nous voulons définir ici la position de notre parti, sur la question de « l'autonomie » face à cette opposition syndicale révolutionnaire, qui se regroupe autour du « Front ouvrier ». Il ne s'agit pas pour nous de lui donner des directives ou des leçons, car, dès le départ, nous voulons rappeler ce que nous avons déjà écrit dans ces colonnes : nous sommes pour l'autonomie syndicale par rapport à tous les partis, y compris le P.C.I.

Nous écrivons « autonomie », car nous estimons que le qualificatif « indépendance » a été trop prostitué pour mieux couvrir leur dépendance réelle à l'égard de la politique de la bourgeoisie, politique à laquelle ils sont totalement inféodés.

⊙ ⊙

La politique de la C.G.T. doit être déterminée souverainement par l'ensemble des syndiqués, c'est-à-dire dans le respect des règles de la démocratie syndicale. Il est clair que l'inféodation de la C.G.T. à la politique d'un parti aboutit tôt ou tard à la violation de la démocratie syndicale. C'est ce qui se passe aujourd'hui où la dépendance de la C.G.T. à la politique du P.C.F. aboutit à la subordination de l'organisation syndicale à la politique du P.C.

Le P.C.I. reste partisan de l'autonomie de la C.G.T. à l'égard de tous les partis.

Mais cela ne signifie nullement que la C.G.T. puisse et doive rester en dehors des problèmes politiques généraux qui se posent devant l'ensemble des travailleurs. Devant la réaction qui se regroupe, la C.G.T. a son mot à dire. Devant la politique des partis ouvriers qui continuent le tripartisme gouvernemental, la C.G.T. a également son mot à dire. Elle ne peut non plus se désintéresser du fait que les partis ouvriers refusent d'appliquer un programme qui donne effectivement satisfaction aux revendications ouvrières. La C. G. T. et les millions de militants syndicalistes qui se groupent dans son sein doivent, eux aussi, exiger la rupture effective de la coalition des partis ouvriers et de la bourgeoisie.

Dans les cadres d'un gouvernement sans ministres capitalistes, la C.G.T., ainsi que nous le disions dans ces colonnes, aura des responsabilités à prendre, aura à participer effectivement à un tel gouvernement.

Indépendance pour le Viet-Nam

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le Dr Thach, membre de la Délégation viêt-namienne qui négocie actuellement avec les représentants français à Dalat, a été arrêté à la sortie de l'hôtel du Parc.

Le vrai visage de l'impérialisme français se découvre de jour en jour. Qu'attend le gouvernement de Gouin-Thorez (à majorité socialo-communiste) pour prendre des mesures nécessaires et pour ordonner le retrait immédiat des troupes françaises?

LA VERITE
Hebdomadaire du P. C. I.
19, rue Daguerre, Paris-14e
Rédacteur en chef-gérant
Maurice JUILLIA
Administrateur
Guy TEXIER
Adresser provisoirement toute la correspondance
19, rue Daguerre, Paris-14e

Grève chez les employés

Les employés, en avance sur le ministre du Travail, n'avaient pas eu de mal, dans leur misère grandissante, à constater qu'ils n'étaient pas rétribués suffisamment et qu'ils crevaient de faim en travaillant.

Leur congrès fédéral leur avait permis de l'affirmer et leur volonté exprimée de sortir de cette misère fit inscrire dans la résolution finale la revendication des 5.000 francs de salaire de base (coefficient 100). Aujourd'hui, les employés veulent voir, immédiatement, se réaliser les modestes revendications affirmées à Vichy. Ils n'ont pas attendu, comme le ministre du Travail, le 20 mars pour constater que leurs salaires « se trouvent défavorisés par rapport à ceux des autres travailleurs ».

Une circulaire ministérielle invite les patrons à porter les salaires des basses catégories au coefficient 120. Très bien, mais cela est-il suffisant et comment se fait-il que les 20 points d'augmentation seront maintenus à 34 fr. 70, alors que le congrès de la Fédération avait décidé de les porter à 50 fr. ?

Les employés veulent être rétribués convenablement, d'une manière en rapport avec le coût de la vie. Ils veulent un salaire clairement établi, débarrassé des entraves des maxima et des plafonds. Ils savent trop bien, en effet, que par des calculs alambiqués qu'on leur propose le patronat cherche à les tromper. Ils savent aussi que cette tromperie n'est possible que dans la confusion et le « cuisinage » des textes, confusion entretenue, et « cuisinage » préparé dans les officines ministérielles à l'ombre de l'arbitrage de l'Etat bourgeois. Les employés en ont assez et veulent discuter directement et face à face avec leurs employeurs leurs conditions de rétribution.

Les employés des compagnies de navigation ont signifié par leur lutte ouverte qu'ils n'étaient pas dupes des promesses fallacieuses des ministres. Ceux des banques lyonnaises, par la grève qu'ils mènent, ont marqué leur préférence pour l'emploi d'une arme qui, aux mains des travailleurs, a démontré son efficacité dans les luttes du passé. Ils veulent ainsi ne pas voir discuter leur droit à un salaire vital suffisant ; même si les sacro-saints plafonds des catégories doivent être « crevés ». Nos camarades « cadres » de certaines branches des activités portuaires résistent eux aussi à la pression de l'appareil de l'Etat qui, soumis au patronat, voudrait leur faire accepter des abattements de « points » sur l'arrêté ministériel concernant leurs salaires. Les employés des organismes demi-officiels exigent qu'on en finisse avec des méthodes qui font qu'un an après la « remise en ordre » (!) les salaires qui leur sont dus ne sont pas payés !

Tous sentent ainsi, employés et cadres, que leur unité se cimente solidement dans la lutte directe qu'ils doivent mener contre le patronat et son Etat.

Nos Mots d'ordre

L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES

Le parti communiste internationaliste a inscrit ce mot d'ordre dans son programme d'action parce qu'il considère que l'échelle mobile des salaires en rapport avec le coût de la vie est la seule mesure qui permettra aux travailleurs de garantir leur pouvoir d'achat en face de la hausse constante des prix.

Qu'est-ce que l'échelle mobile?

Le P.C.I. ne prétend rien inventer dans ce domaine ; il se borne à reprendre une des plus vieilles revendications de l'ex-C.G.T.U du temps où elle menait le bon combat pour la défense des intérêts ouvriers contre le patronat.

En février 1945, la C.G.T. revendiquait un salaire minimum de 4.000 francs mensuels ou de 23 francs de l'heure pour le manœuvre. Le Syndicat parisien des instituteurs a calculé que de février à novembre 1945, le coût de la vie s'est élevé de 70 0/0 sur la base d'indices officiels. L'échelle mobile signifie donc que le salaire minimum doit s'élever de 70 0/0 pour permettre aux ouvriers d'avoir le même pouvoir d'achat en novembre 1945 qu'en février 1945.

23 fr. plus 23 fr. × 70 : 100 = 39 fr. 10 de l'heure.

4.000 fr. plus 4.000 fr. × 70 : 100 = 6.800 fr. par mois sur la base de 40 heures par semaine.

La hausse des prix ayant continué, de novembre à aujourd'hui, les salaires devront être à nouveau valorisés.

Comment établir les indices des prix

Les organisations syndicales doivent calculer elles-mêmes l'indice des prix, comme le font les syndicats américains qui communiquent chaque mois cet indice aux syndiqués. Pour que les travailleurs ne soient pas dupés par des statistiques publiées par de « distingués économistes » au service du capital, les délégués ouvriers des comités d'entreprise munis de tous les pouvoirs contrôleront les prix de revient des produits. Ils communiqueront ces prix à un bureau syndical des statistiques attaché au bureau confédéral qui chaque mois communiquera l'indice à tous les syndiqués. Que l'on ne nous raconte pas que ce travail est impossible. Il suffit de relire d'anciens numéros de la *Vie ouvrière* pour s'apercevoir que les actuels secrétaires confédéraux Racamond et Henri Raynaud avaient établi en 1926 un indice des prix en vue de l'échelle mobile que la C.G.T.U. revendiquait alors.

Si les salaires s'élèvent les prix vont s'élever

En clair cela signifie que les prix sont fonction uniquement des salaires. Ce qui est radicalement faux. Dans le prix de revient d'une marchandise il y a plusieurs éléments dont le *profit patronal*. L'élévation des salaires doit passer par l'abaissement du profit capitaliste. Nous espérons que personne dans le mouvement ouvrier ne viendra nous rétorquer que les patrons ne font pas de bénéfices, car il suffit de se reporter aux statistiques publiées par les services du ministre communiste Marcel Paul pour se rendre compte que les patrons ne se sont jamais mieux portés qu'aujourd'hui. Ainsi le chiffre d'affaires des industries sidérurgiques est passé de l'indice 100 (janvier 1945) à 457 (juillet 1945) alors que les salaires sont passés de 100 à 153 pendant la même période.

L'échelle mobile s'oppose aux intérêts des travailleurs !

C'est le grand argument de Bothereau repris par Hénaff. Nous répondrons simplement que l'échelle mobile n'est pas une panacée et que ce mot d'ordre n'exprime qu'une revendication actuelle de défense du pouvoir d'achat des travailleurs devant la hausse continuelle du coût de la vie. Si le coût de la vie se stabilisait, si la situation s'améliorait, le P.C.I. abandonnerait cette revendication aujourd'hui primordiale

Il faut stabiliser le coût de la vie

Nous nous trouvons devant cette constatation évidente que malgré les promesses des chefs du P.C.F., du P.S. et de la C.G.T., le coût de la vie n'a pas l'air de vouloir ralentir son ascension. Stabiliser le coût de la vie, d'accord, mais comment y arriver ? Il n'y a pas deux moyens mais seulement un. Par l'intermédiaire de leurs délégués au comité d'entreprise, les travailleurs doivent prendre sur eux d'ouvrir les livres de compte des patrons et ils pourront stopper les manœuvres des affameurs capitalistes. Aussi le mot d'ordre d'échelle mobile répond entièrement aux besoins actuels des travailleurs. Mais pour l'imposer au patronat, la classe ouvrière ne doit compter que sur son action propre. C'est-à-dire qu'elle doit surmonter dans les faits la politique de collaboration avec le patronat menée par les partis ouvriers et les syndicats. Seule une résistance active contre les patrons permettra à la classe ouvrière de ne pas sombrer dans la plus noire des misères. C'est parce que le P.C.I. est le parti des revendications ouvrières, c'est parce qu'il est le parti de la lutte contre la misère qu'il inscrit dans son programme d'action :

L'échelle mobile des salaires ;

Traitements et retraites en rapport avec le coût de la vie.

Pierre BOUSSEL.

LA VÉRITÉ SUR L'ARMÉE RÉPUBLICAINE

NAPHTALINE ou ARSENIC

par Yvan CRAIPEAU



« Nous allons donc voter ces crédits sans trop savoir ce que sera l'armée de demain » (1). Voilà le leitmotiv de tous les orateurs qui se sont succédé à la tribune de la Constituante, lors de la discussion du budget de l'Armée. Nous ne savons pas si l'armée de demain sera une *armée populaire* ou une *armée prétorienne* antipopulaire...

Ainsi, ces messieurs, nos parlementaires, ne savent pas encore si « l'armée » qui réclame des crédits sera une armée « au service du peuple » ou au service de la réaction capitaliste contre le peuple. Une paille. Vous pourriez croire que cela leur donne quelque scrupule pour voter le budget d'une telle armée. Pas le moins du monde. Ils l'ont voté à l'unanimité, ce budget. Ils l'ont voté replet, ventru, pansu, double des prévisions du ministre des Finances il y a trois mois, triple du budget de la Reconstruction. Ils l'ont voté comme ils l'avaient voté en 1936 et jusqu'en 1939 : à l'unanimité.

La guerre et l'occupation ont passé. Le fasciste Darlan a été assassiné alors qu'il représentait — ô dérision ! — le pouvoir « démocratique » à Alger. Le sinistre Pétain est en villégiature forcée à l'île d'Yeu. Mais l'armée et la marine sont restées ce qu'elles étaient avec leurs cadres réactionnaires et leur structure antidémocratique. Le général Tubert (communiste) ne se fait guère d'illusion quand il déclare : *« Nous n'avons guère de renseignements sur la structure de l'armée nouvelle. Cela reste le secret des dieux ou plutôt des décrets de l'état-major qui attend notre départ vous vider son sac. »*

Des faits

L'état-major est une puissance indépendante des gouvernements — comme l'état-major de la Wehrmacht après 1918. Les gouvernements s'en vont : les états-majors restent, remparts de la bourgeoisie, de la réaction et du fascisme. Ils n'ont même pas été inquiétés pour leur collaboration avec Hitler. Cela paraît incroyable. Les débats à la Constituante en donnent cent échantillons. Par exemple dans la marine « nationale » où, dès avant 1940, les officiers étaient royalistes et fascistes à 95 % et où *« jusqu'en 1942 l'infâme* Gringoire *et* L'Action française *étaient en même temps les journaux officiels »* (1). Voilà comment M. Roucante décrit l'opération :

« Alors qu'il régnait en maître, Darlan avait envoyé un grand nombre de ses créatures en Afrique du Nord pour y consolider le régime de Vichy. Beaucoup d'entre eux avaient bénéficié pour cette raison d'un avancement exceptionnel. Lors du débarquement des Anglo-Saxons, ces « darlanistes » se rallièrent bon gré mal gré à la vraie France [!!!]. *A la libération, ils s'emparèrent, à Paris, des leviers de commande. Aucune mesure ne fut prise contre eux. Aucune épuration n'avait eu lieu durant* 1942 *et les années suivantes en Afrique du Nord »* (1).

Camarades marins, vous n'oublierez pas cette déclaration que personne à la Constituante n'a osé contredire : *Vos chefs sont les gens de Vichy.*

Qu'on ne pense pas que la marine soit une exception. Les cadres des armées de terre et de l'air sont exactement du même tabac. *« L'épuration ? C'est l'enregistrement d'une faillite »* (3). Tel est l'aveu que doit faire le général Tubert, communiste, vingt mois après la libération, à la fin d'une législature où communistes français et socialistes avaient une majorité absolue. Les exemples là encore abondent : les troupes d'occupation en Allemagne et en Autriche (pour faire « l'éducation démocratique » des Allemands !) sont encadrées par des fascistes qui fricotent avec les Habsbourgs et dont nous avons déjà cité le propos rapporté par le général Joinville : *« Quelques bonnes mitrailleuses de* 12,7 *et l'on ne parlerait plus de cette Constituante »* (4). Tel colonel collaborateur mis à la retraite d'office en 1944, est nommé général depuis la libération. Cet autre colonel, chef de la garde prétorienne de Pétain, après avoir tranquillement pris sa retraite, reste dans les appartements du gouvernement. Les créatures du maréchal peuplent les états-majors et tiennent les leviers de commande.

Le général Tubert cite entre autres *« parmi les chefs maintenus au service de la hiérarchie »*, le cas de celui-ci *« qui rentra de captivité par la grâce de Hitler, prit conseil de Gœring, ravitailla Rommel et fit massacrer le maximum d'Américains dans le minimum de temps »* (5).

A fleurets mouchetés

Eberlué, le brave électeur des partis démocratiques se demandera : comment se fait-il que l'on confie la défense de la démocratie à un agent de Goering ? Au nom du M.R.P., M. Monteil le lui explique : *« Il faut craindre le ferment de désagrégation de l'armée que serait la reprise incessante des opérations d'épuration »* (6). Autrement dit : nous ne pouvons pas chasser les collaborateurs et les hitlériens, précisément parce qu'ils constituent l'écrasante majorité des cadres. A quoi il faut ajouter qu'une fois chassés les collaborateurs et les hitlériens, on n'aurait pas pour autant une armée démocratique. A moins de considérer comme des démocrates les Leclerc et autres Xavier de Hautecloque. Les cadres de l'armée dite nationale sont réactionnaires à 95 % — voire à 99 % dans certains cas. Comment, dans ces conditions, parler sérieusement de l'épurer ?

L'épurer, ce serait la briser

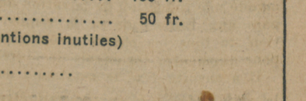
Or, les partisans de l'épuration ne veulent pas du tout la briser. Comme le M.R.P. et le P.R.L., ils cultivent le mythe d'une armée « nationale » qui serait au-dessus des partis et des classes sociales et dont ils se présentent comme les meilleurs serviteurs. Dans ces conditions, les plus fougueux partisans de « l'armée populaire » ne peuvent combattre qu'à fleurets mouchetés. C'est ainsi que, dans le compte rendu des débats à la Constituante, vous chercheriez en vain le nom du général agent de Gœring ou tout autre nom. Le général Tubert explique : *« Nous nous abstiendrons de citer des noms, bien connus du gouvernement et des alliés, car nous ne voulons pas rabaisser ce débat à un massacre de faux dieux »* (5).

Il ne faut pas massacrer les faux dieux fascistes, car ils sont les vrais dieux de la caserne. Un général est un général. Le trouflon lui doit le respect, le petit doigt sur la couture du pantalon. Si un général complote avec Hitler, massacre les travailleurs ou prépare l'étranglement des libertés démocratiques, ça ne regarde pas le deuxième classe. Ça ne regarde que le ministre de la Guerre et des chefs alliés. En appeler au deuxième classe serait saper le moral de l'armée. Là-dessus, les généraux d'extrême-gauche sont d'accord avec la réaction qui a dès lors beau jeu sur le plan technique. Ils adaptent à l'armée la nouvelle théorie de l'Etat « au-dessus des classes ». Ils croient que les élections trancheront entre M. Tillon qui veut une armée française alliée de l'U.R.S.S., et M. Michelet qui la veut alliée aux U.S.A. contre l'U.R.S.S.

Mais les faits sont têtus. Les faits mêmes cités par les généraux Joinville et Tubert montrent que rien n'a changé depuis l'année 1940 où, en guise d'attaque contre l'Allemagne, l'état-major préparait l'attaque contre Bakou. Ils montrent que rien n'a changé depuis le temps de Gamelin et de Pétain. Leur armée n'est pas « nationale » et au-dessus des classes : elle est bourgeoise. Elle est réactionnaire. Ce n'est pas seulement la naphtaline des colonels Ramollot. C'est l'arsenic fasciste.

Il ne s'agit pas d'un débat technique pour sortir l'armée de la naphtaline et lui donner, selon les paroles du général Tubert, de l'intelligence et du cœur. Il s'agit de savoir qui contrôlera les avions et les tanks. Tant que ce sera l'armée « nationale » de Michelet, l'armée « républicaine » de Diethelm, ce sera l'état-major réactionnaire qui s'en servira pour maintenir le régime capitaliste, écraser les mouvements populaires et instaurer une dictature.

(1) *Journal officiel*, p. 1404.
(3) *Journal officiel*, p. 1396.
(4) *Journal officiel*, p. 1401.
(5) *Journal officiel*, p. 1398.
(6) *Journal officiel*, p. 1410.



Ceux qui paient

De notre courrier cet extrait de lettre caractéristique d'un soldat de l'armée de l'air, en garnison près de Paris :

« ...Les réductions des crédits militaires se sont rapidement fait ressentir chez nous, les trouffions de 2e classe. Tout d'abord, c'est la suppression de la franchise militaire et ensuite la suppression de la gratuité du voyage qui nous était accordée à l'occasion de nos permissions de détente. Nous devons à présent payer quart de place pour voyager, c'est-à-dire qu'un gars qui doit se rendre des environs de Paris dans le Midi doit automatiquement consacrer sa solde de deux mois pour faire son voyage ; il ne doit pas écrire et ne doit pas fumer.

« Nous touchons actuellement 843 francs, parce que nous sommes dans l'armée depuis avril 1945, mais ceux qui y sont entrés après cette date ne touchent que 180 francs par mois. A côté de cela, nous voyons toutes les primes s'accumuler pour ceux qui rempilent, les sous-officiers et officiers bureaucrates qui rempilent depuis plus de dix ans et qui ont évidemment le « meilleur » esprit militaire. »

⊙ ⊙

Camarades soldats, continuez à nous écrire. Vos lettres seront utilisées pour notre enquête dès le prochain numéro.

Le gérant : M. JUILLIA.
Entreprise de Presse
100, r. Réaumur, Paris-2e
MARY, imprimeur.
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 nos) ..... 200 fr.
pour 6 mois (26 nos) ..... 100 fr.
pour 3 mois (13 nos) ..... 50 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom .....

Adresse .....

Envoyer ce bulletin 19, rue Daguerre, Paris (14e), et les mandats à E. Saujet, C.C.P. 3205-19 Paris.

Signature :